

Les institutions burundaises : Janvier 2015 à Décembre 2015

FDP : Forum permanent de dialogue des partis politiques agréés au Burundi
CENI : commission électorale nationale indépendante
REGIDESO
CS/CNTB : Cour Spéciale de la CNTB
OMBUDSMAN
CNIDH : Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme au Burundi
CVR : Commission Vérité et Réconciliation
CNPS: Commission Nationale de Protection Sociale
OBR : Office Burundais des Recettes
ARCT : l'Agence de régulation et de contrôle des télécommunications
CES: Conseil Economique et Social
BRAC: Brigade anti-corruption
FONIC: Fonds National d'Investissement Communal
CNC: Conseil national de la Communication
FPP : Forum des partis politiques
CNTB : Commission Nationale Terres et autres Biens
CNS: Conseil National de Sécurité
SOSUMO : Société Sucrière de MOSO
API : Agence de promotion des investissements
ISTEEBU: Institut de Statistique et d'Etudes Economiques du Burundi
BRB: Banque de la République du Burundi
OTB: Office du Thé du Burundi
SOSUMO : Société sucrière du Mosso
CFCIB : Chambre Fédérale de commerce et d'industrie au Burundi
IGEUBU : Institut Géographique du Burundi
INECN : Institut national pour l'Environnement et la Conservation de la Nature
ONATEL
CNPALPC : commission nationale contre la prolifération des armes légères et de petits calibres.
OVA : Observatoire sur la violence armée
ARCT : Agence de Régulation et de contrôle des télécommunications
CNTS : Centre National de Transfusion Sanguine
ONATEL
ENA : Ecole Nationale d'Administration
Intamba mu Rugamba : équipe nationale du Burundi
SOCABU
Commission Nationale de Dialogue InterBurundais – CNDI

Source: RTNB.BI et @RIB[rtr/isanganiro/rpa/bonesha] / AGNEWS

=====
=====
JANVIER 2015
=====
=====

[OBR] Burundi: Plus de 374,8 Millions USD collectés par l'OBR de JAN-2014 à NOV-2014
A Bujumbura, ce mercredi 31 décembre 2014, le très populaire président africain du Burundi, S.E. Nkurunziza Pierre, a présenté lors de son message à la nation à l'occasion du Nouvel An – 2014/2015, le bilan provisoire du FISC Burundais (administration fiscale), c'est à dire l'OBR (Office Burundais des Recettes) en 2014.

L'OBR a collecté et rentré, de janvier 2014 à novembre 2014, dans le trésor public 588,5 Milliards BIF (soit plus de 374,8 Millions USD), ce qui fait une augmentation de 83 Milliards BIF (soit plus de 52,8 Millions USD) sur les recettes 2013 à la même période.

Le Président du Burundi, S.E. Nkurunziza Pierre, a félicité cette institution qui, a elle seule, démontre que le pays avance en terme de bonne gouvernance. L'OBR a créée par la loi n°1/11 du lundi 14 juillet 2009 [<http://www.obr.bi>].

Le Burundi fêtera, en cette année 2015, sa 10ème année de vie démocratique consécutive, avec son 3ème scrutin démocratique successif qui sera organisé dès le mois de mai 2015. S.E. Pierre Nkurunziza a promis aux Burundi que les élections de 2015 seront les meilleurs que le pays aura organisé.

DAM, NY, AGNEWS, le samedi 3 janvier 2014

=====
=====
[CENI] Nouvelles locales du lundi 26 janvier 2015 @rib News, 26/01/2015 La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) trouve que les préparatifs vont bon train pour commencer le travail de saisie des données issues de l'opération d'enrôlement des électeurs. Selon le porte-parole de la CENI, il y a de travaux suffisamment chargés que le Commission n'a pas besoin d'informer tous les partenaires. Prosper Ntahorwamiye fait savoir qu'une réunion de mise au point a confirmé que dans les prochains jours, cette opération va commencer en bonne et due forme. [isanganiro/rtr/rpa]

=====
=====
[CENI] Nouvelles locales du jeudi 29 janvier 2015 @rib News, 29/01/2015

Un atelier d'évaluation du processus électoral a commencé à Bujumbura ce jeudi pour durer deux jours. Elle réunit les acteurs de la vie politique burundaise surtout les partis politiques, le gouvernement et les organisations de la société civile. Dans cette réunion, la CENI a fait savoir qu'elle attend des contributions de la part des participants pour bien préparer ces élections.

Le représentant de l'ADC-Ikibiri et celui de la nouvelle coalition RANAC ont fait savoir que l'opération d'enrôlement des électeurs a été entachée d'irrégularités qui sont de nature à fausser le fichier électoral que la CENI prépare de mettre en place à partir du 2 février du mois prochain.

Léonce Ngendakumana et Evariste Ngayimpenda ont fait savoir que les principales irrégularités ont porté sur la distribution frauduleuse de la carte nationale d'identité, les inscriptions multiples pour certaines personnes et l'inscription des enfants de moins de 18 ans. Ils trouvent que si la CENI n'est

pas capable de corriger ce qui n'a pas marché, il faut invalider purement et simplement l'enrôlement et refaire tout le travail. Ils estiment que ce ne sont pas les fonds pour cela qui manquent. Le parti CNDD-FDD trouve quant à lui que tout s'est bien passé et que tout ce qui se dit n'est que de la rumeur. La CENI estime qu'elle dispose de moyens suffisants pour débusquer toutes les fraudes de toute nature mais le président de cette commission demande aux politiciens et à tous les concernés de l'accompagner dans son travail afin qu'elle puisse se rendre compte de toutes les irrégularités en temps utile. [rtnb/rpa/bonesha/rpa/isanganiro]

=====
=====

[CENI] Nouvelles locales du vendredi 30 janvier 2015 @rib News, 30/01/2015 L'atelier d'évaluation du travail de la CENI qui a débuté ce jeudi s'est poursuivi ce vendredi et des échanges entre les participants ont eu lieu durant toute la journée. Le président de la CENI a assuré que l'opération d'enrôlement des électeurs non-inscrits pendant la première période va s'opérer pendant 3 jours et cela après 7 jours à partir de l'affichage des listes de ceux qui ont été inscrits durant la première phase de cette opération. Pierre Claver Ndayicariye trouve que cette pratique permettra d'éviter des tricheries et précise que chaque bureau d'enrôlement va avoir la présence d'au moins deux membres du conseil collinaire pour surveiller les inscriptions. Selon le président du parti Frodebu Nyakuri et de l'Uprona aile gouvernementale, ces mesures ne suffisent pas du tout. En effet, Docteur Jean Minani et Concilie Nibigira trouvent que ceux qui ont commis des fautes lors de la première phase d'inscription devraient d'abord être sanctionnés pour décourager toutes les autres tentatives de tricherie dans cette période supplémentaire d'inscription. Le président du parti au pouvoir trouve de son côté que les conseillers collinaires ne vont pas être présents à tous les points d'enrôlement étant donné qu'ils ne sont qu'au nombre de cinq seulement. Le ministre de l'intérieur a quant à lui proposé que cette opération se déroule aux chefs-lieux des communes. Quant à la proposition d'abandonner cette reprise d'enrôlement, le président de la CENI a fait savoir que cette reprise a été décidée ensemble entre tous les concernés et qu'elle doit être faite pour inspirer la confiance de tout le monde. Pierre Claver Ndayicariye demande plutôt l'accompagnement de tout le monde et des propositions pour que l'opération se déroule bien et a assuré encore une fois que des moyens de couper court avec la fraude électorale ont été prévus. [rtnb/rpa/bonesha/rpa/isanganiro]

=====
=====

FEVRIER 2015

=====
=====

[CENI] Burundi / CENI : Visite organisée d'un centre de traitement des données
A Bujumbura, ce jeudi 12 février 2015, M. Pierre Claver Ndayicariye, président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), a organisé une visite guidée destinée aux membres du gouvernement au centre de traitement des données dans les locaux du CECORES près de la route Gatumba. Par exemple, c'est dans ce centre de traitement de données que se trouve les saisies des 3 694 944 électeurs enrôlés lors de l'enrôlement des électeurs burundais, pour les 3èmes élections démocratiques successifs de 2015, qui a eu lieu à travers tout le pays du lundi 24 novembre au

vendredi 12 décembre 2014. L'idée étant de permettre aux membres du gouvernement présents de comprendre comment fonctionne un centre de traitement des données et à quoi cela sert ...
DAM, NY, AGNEWS, le vendredi 13 février 2015

=====
=====

[CENI] - Nouvelles locales du lundi 02 février 2015 @rib News, 02/02/2015 La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a annoncé lundi qu'elle va commencer ce mardi l'opération de saisie des ceux qui ont été inscrits dans le but de constituer le fichier électoral. Selon le président de cette commission, cette opération va initialement prendre 45 jours et compte 3 groupes de personnes à raison de 230 personnes par groupe. Pierre Claver Ndayicariye ajoute que chaque groupe va travailler 6h par jour à commencer ce mardi à 6h, le second groupe va commencer à midi et que le 3ème va commencer à 18h du soir. Il affirme également qu'ils sont en négociations avec le PNUD qui les appuie pour qu'il y ait un 4ème groupe qui va travailler depuis minuit jusque le matin. Il assure en outre que le lieu sera fortement sécurisé et que l'accès ne sera accordé à celui qui le demande et précise qu'il ne peut pas donner la date d'affichage des listes puisqu'ils devront évaluer tout d'abord l'opération. [rtnb/rpa/bonesha/rpa/isanganiro/rtr]

=====
=====

[CENI] Nouvelles locales du vendredi 13 février 2015 @rib News, 13/02/2015 - Au cours d'une visite d'une délégation gouvernementale dans les locaux de la CENI et plus particulièrement le centre chargé de la saisie des résultats de l'enrôlement des électeurs déjà recensés, le président de la CENI a fait savoir que ceux qui ont pris une inscription multiple doivent être débusqués selon les méthodes de contrôle de la CENI. Pierre Claver Ndayicariye a aussi fait savoir que personne, même parmi les agents chargés de la saisie, ne peut faire des inscriptions en dehors de ce qui est écrit grâce aussi aux échelons de contrôle qui sont institués dans ce travail. Il a précisé qu'il y a un triple contrôle dans ce travail et que personne ne sait qui contrôle qui. Cette méthode ne permet pas, selon lui, des saisies multiples des personnes ayant pris une inscription multiple. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa/rtnb]

=====
=====

[CNTB] Nouvelles locales du mercredi 25 février 2015 @rib News, 25/02/2015 Les habitants des collines de Buheka et Kiderege de la commune Nyanza-lac de la province Makamba ont fait une barricade aux agents de la Commission Nationale Terre et Autres Biens (CNTB) ce mardi pour les empêcher d'exécuter des décisions qu'ils avaient prises. Armés de gourdins, bâtons et machettes et sifflets, plus de 1000 personnes ont intimé l'ordre à ces agents de rebrousser chemin malgré un important dispositif policier dont ils s'étaient munis. Selon eux, cette commission ne rend que des décisions qui mettent en danger l'unité de la population puisqu'elle se donne même le droit de réformer les décisions rendues antérieurement par cette même commission en dehors même de toute plainte. Ils accusent le président de cette commission d'être personnellement impliqué dans cette déstabilisation et lui demandent de rendre le tablier. Ils trouvent qu'ils n'ont plus la force de supporter cette situation où la commission rapatrie les uns pour faire fuir les autres et indiquent qu'ils sont prêts à tout pour contester ces décisions. Ils demandent le respect de la cohabitation

pacifique qui a toujours caractérisé les burundais et de laisser les personnes s'entendre sur la manière de cohabitation. [isanganiro]

- Sur cette même question, le parti Uprona dirigé par Charles Nditije trouve inadmissible que la population fasse un bloc contre la police. Selon ce député élu dans la province de Bururi, il s'agit d'un signe que la population devient de plus en plus colérique suite aux décisions rendues par cette commission. Il trouve qu'il s'agit d'une situation préoccupante dans la mesure où les non rapatriés (Hutu et Tutsi confondus) sont traumatisés pour n'avoir pas fuit le pays. Il demande ainsi que les droits des uns et des autres soient protégés pour asseoir une vraie paix construite sur des supports sociaux durables. Il interprète le nombre de policiers qui accompagnent le président de la CNTB comme un signe qu'il est conscient qu'il ne respecte pas la loi sur la CNTB. Il demande plus de diligence dans ces dossiers surtout dans cette période où le pays va tout droit aux élections. [isanganiro]

=====
=====

[ONATEL] [OBR] Nouvelles locales des jeudi 26 et vendredi 27 février 2015 @rib News, 27/02/2015 - L'ONATEL fait savoir qu'elle a suspendu la ligne que la cathédrale Régina Mundi utilisait tous les dimanches pour diffuser la messe de 10h à la RTNB. Selon le directeur financier de cette entreprise étatique, il s'agit d'une facture qui s'élève à plus de 12.000.000Fbu que cette cathédrale doit à l'ONATEL. Prime Samutoto fait savoir que l'OBR continue de réclamer à cette société les taxes relatives aux factures émises alors qu'elle n'a pas encore été payée. Il précise que ce n'est pas seulement la cathédrale qui a été touchée, mais que d'autres services même étatiques ont été desservis. Il nie tout rapport entre cette décision avec la situation actuelle du pays où l'Eglise catholique semble être en désaccord avec le parti au pouvoir concernant un 3ème mandat de Pierre Nkurunziza. Il précise par ailleurs que dès le paiement de cette somme, la messe de dimanche sera rediffusée comme d'habitude. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr/rtnb]

=====
=====

[CENI] Burundi-Elections 2015: les Média – Transparence dans l'élaboration du fichier électoral
A Bujumbura, ce vendredi 20 février 2015, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a organisé une rencontre avec les acteurs du – 4ème pouvoir burundais – que sont les médias et les journalistes. Les responsables des médias et les journalistes burundais ont été guidés, par M. Pierre Claver Ndayicariye, président de la CENI, dans le centre d'encodage des données du fichier électoral.

Vendredi, sur les 3 694 944 citoyens inscrits pour les élections de 2015 lors de l'enrôlement des électeurs, à 9h26 du matin, 1 330 387 étaient déjà encodés, soit on était à 36 % de l'encodage globale.

Concrètement, il y a 340 ordinateurs installés et 1 005 opérateurs de saisie qui travaillent en 3 rotations, dont 335 opérateurs de saisie pour chaque rotation.

Ces visites guidées avaient pour ambition de démontrer la transparence qu'il a derrière le processus et le circuit de traitement du fichier électoral pour les élections qui se profilent en mai 2015.

Le Burundi se prépare à organiser ses 3ème élections démocratiques consécutives depuis 2005, année de la fin de la dictature militaire des Bahima burundais (Micombero, Bagaza, et Buyoya) qui a fait en près de 40 ans de pouvoir, plus de 4,5 Millions de victimes Burundi : le fameux génocide-régicide des Bahutu du Burundi – <http://www.burundi-agnews.org/genocide.htm>

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 23 février 2015

=====
=====
MARS 2015
=====
=====

[CNTB] Nouvelles locales du lundi 02 mars 2015 @rib News, 02/03/2015 Les étudiants originaires de la province Makamba ont fait un sit-in devant les bureaux de la conférence épiscopale catholique du Burundi pour demander la réaction de ce conseil suite au comportement du président de la CNTB face aux problèmes des terres dans la province dont ils sont originaires. Ils étaient venus demander que le clergé catholique fasse pression sur le gouvernement afin d'obtenir la destitution de Monseigneur Sérapion Bambonanire président de la CNTB. Composés d'étudiants rapatriés et résidents, ils trouvent que la CNTB est en train de semer la haine au sein de la population. Ils conçoivent mal comment les uns sont rapatriés et au même moment que les autres sont priés de plier bagages sans savoir où ils vont. Ils demandent que la CNTB joue un rôle plutôt facilitateur dans la cohabitation et estiment que l'Eglise catholique doit endosser la responsabilité de cet évêque qui agit sous la casquette d'un de ses composants. Ils ont eu comme réponse que la conférence va se pencher sur cette question au mois de juin, mais ils ont insisté pour exiger que la solution soit donnée dans les meilleurs délais afin de préserver l'unité de la population. [bonesha/rtr/rtnb/isanganiro]

=====
=====

[CNC] Burundi-Média: CNC – Danger du déséquilibre de l'info avec un journalisme militant ethnique

A Bujumbura, vendredi 13 mars 2015, le Conseil National de la Communication, CNC, a tenu une réunion avec les responsables des médias du Burundi.

Il s'agissait de demander aux journalistes d'être équilibrer dans leur travail, surtout en cette période où les élections approchent.

Le CNC a rendu public un communiqué où il exprime ses inquiétudes sur le comportement de certains médias qui ont tendance à développer un journalisme militant, déviant ainsi aux principes d'éthique et de déontologie, les guides incontestables du métier.

Voici le Communiqué du CNC : <http://www.burundi-gov.bi/IMG/pdf/communique-cnc.pdf>

http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/03/bdi_media_cnc_burundi_2015-a.jpg

Par exemples, ces média locaux privés burundais indexés par le CNC dispose de près de 80% de l'espace médiatique du pays.

Ils font une sélection des organisations de la société civile qui peuvent s'exprimer ou pas [Burundi: 2014 – La lumière médiatique était sur une société civile burundaise politique dominante – <http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=16211>]

Et bien entendu, ils militent pour le parti UPRONA, ex-parti unique sous la Dictature ou encore pour le MSD. Ces 2 organisations politiques ont comme seul électorat majoritaire : les Bahima burundais. [Burundi: 2014 – La peur sous la Dictature remontée par l'UPRONA et sa JRR – <http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=16256>]. Ces média créent et alimentent le climat de tension actuel au Burundi pour des fins politiques tribales (ou ethniques). Le CNC doit jouer son rôle de régulateur au niveau de l'équilibre de l'information et sanctionner, surtout à 2 mois des élections démocratiques.

En 2014, comme pour les années précédentes, on a remarqué le Danger que représente – le MONOPOLE MÉDIATIQUE au Burundi aux mains des Enfants de la Dictature des BAHIMA burundais-. C'est à dire que : 8 images sur 10 qui sont données au Burundi par les Média Locaux

sont NÉGATIVES. Ce qui se répercutent à l'Internationale avec 7 Images sur 10 données par les Média Internationaux sur le Burundi sont NÉGATIVES [Burundi: 2014 – L'Espace Médiatique (Espace Public) – Monopole des Bahima burundais – <http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=16403>].

C'est l'Institut Panos (<http://www.panoseurope.org/content/qui-sommes-nous>) qui est en parti-responsable de cette situation de déséquilibre – car c'est elle qui forme une majorité des journalistes du pays et qui , dans sa sélection de Burundais, a formé ces journalistes burundais qui malheureusement sont presque tous des Bahima burundais, et cela au détriment des Barundi. La conséquence est que ces journalistes burundais formés, par sentiment ethnique (ou tribal), ne soutiennent pas la politique de développement socio-économique ou le processus démocratique en cours au Burundi mais les combattent. Tout simplement parce que au pouvoir se retrouve des Barundi !

Le Burundi est un ex – vieux Royaume millénaire africain qui se nommait -Ingoma Y'Uburundi- [http://www.burundi-agnews.org/histoire_du_burundi.htm]. Terrassé en 1966 par les Bahima burundais (soutenus par la France) est devenu une République. Le régime dictatorial des Bahima burundais (Micombero, Bagaza, et Buyoya) fera, en près de 40 ans (1966-2005), plus de 4,5 Millions de victimes parmi les Barundi: le fameux génocide régicide contre les "Bahutu" Barundi – <http://www.burundi-agnews.org/genocide.htm>. Aujourd'hui, ce pays africain s'apprête à organiser ses 3ème élections démocratiques consécutives en mai 2015.

DAM, NY, AGNEWS, le mardi 17 mars 2015

=====
=====

[CNTB] Nouvelles locales des jeudi 05 et vendredi 06 mars 2015 @rib News, 06/03/2015

- Le gouverneur de la province de Makamba a suspendu la mise en exécution de toutes les décisions prises par la Commission Nationale des Terres et autres Biens (CNTB) sur toute l'étendue de cette province. Ceci intervient après qu'un climat de tension s'est observé dans les zones de Kazirabageni et Mukungu de la commune Nyanza-lac suite à la mise en application de ces décisions au courant de la semaine dernière. Gilbert Nduwayo a pris cette décision après une descente sur terrain dans ces zones l'après-midi de ce mardi où il a pu se rendre compte de la colère de la population eu égard à ces mesures qu'elle qualifie d'illégales et injustes. Il leur a pourtant annoncé que sa décision est provisoire pour éviter un bain de sang pour une population en colère. La population a salué ces mesures estimant que cela va inciter la CNTB à se ressaisir. [bonesha]

- Le président de la CNTB qualifie d'irresponsable la décision du gouverneur de la province de Makamba de suspendre la mise en application des décisions de cette commission dans sa province. Selon Monseigneur Sérapion Bambonanire, le gouverneur Gilbert Nduwayo a dépassé ses limites puis qu'il s'oppose à des décisions prises conformément à une loi promulguée par le président de la République.

Selon lui, le gouverneur n'a même pas le pouvoir de suspendre la mise en application des décisions prises par cette commission et constate qu'il est allé au-delà de ses compétences. Il annonce que la semaine dernière, ils ont mis en application plus de 230 décisions, ce qui est une première dans l'histoire de cette commission, et ne voit pas l'opportunité d'une suspension par le gouverneur de province. Il a tout simplement estimé que le gouverneur a dépassé les bornes : "yuriye igiti kiturirwa". [isanganiro/rpa/bonesha/rtr/rtnb]

=====
=====

[CNTB]- Nouvelles locales du mercredi 11 mars 2015 @rib News, 11/03/2015 Les parlementaires élus dans la province de Makamba ont tenu une conférence de presse dans la commune de Kibago ce mardi pour réagir aux propos du président de la CNTB. Selon eux, la mesure du gouverneur de cette province de suspendre temporairement la mise en application des décisions de la CNTB dans cette province est fondée. Le sénateur Révérien Ndikuriyo fait savoir que le travail de cette commission est entaché d'irrégularités insupportables comme la corruption, le commissionariat, les procurations illégales pour ne citer que celles-ci.

Il estime par ailleurs que le gouverneur de la province est le représentant du président de la République dans sa province et de ce fait, est le mieux indiqué pour prendre de telles décisions. Ainsi, il affirme qu'ils soutiennent entièrement la décision prise par le gouverneur de cette province et demande au président de la République de prendre lui-même une décision eu égard à cette situation. Ils estiment que les propos de Sérapion n'ont aucune logique puis qu'il les accuse d'avoir peur de perdre les élections. Ils lui répondent à ce sujet que s'il travaille ainsi pour récupérer l'électorat, qu'il se présente dans la province Makamba pour être élu à leur place. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa]

=====
=====

[CENI] Nouvelles locales des jeudi 19 et vendredi 20 mars 2015 @rib News, 20/03/2015 La CENI commence ce samedi le travail d'enrôlement des électeurs qui ne se sont pas fait inscrire lors de la première tranche. Le travail va durer trois jours, c'est-à-dire de samedi 22 mars au lundi 23 mars. Il va se dérouler dans les mêmes places que celles ayant abritées le premier enrôlement. Au même moment, les agents de la CENI continueront à corriger les irrégularités que les inscrits auront constatées sur les listes déjà affichées. [rtr/rtnb/rpa/bonesha/isanganiro]

=====
=====

[CNIDH] Nouvelles locales des jeudi 19 et vendredi 20 mars 2015 @rib News, 20/03/2015 La Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme se dit préoccupée par l'intolérance politique qui devient de plus en plus grande au fur et à mesure que l'on s'approche des élections. Selon le président de cette commission, il s'observe un climat de nervosité qui engendre une agressivité verbale, des destructions des permanences et insignes des partis politiques, des tentatives d'assassinat, des emprisonnements arbitraires. Frère Emmanuel Ntakarutimana précise qu'à cela s'ajoute des dossiers brûlants comme celui de l'assassinat des trois religieuses de Kamenge et la candidature du président Nkurunziza aux élections prochaines qui se font couler beaucoup d'encre et de salive. Il estime que cela devrait être traité d'une manière prudente et sérieuse par les politiciens par la voie du dialogue qui, selon lui, est la seule capable de conduire le pays dans une paix durable. Il demande à la CENI d'être prudente et de se préparer à gérer des contentieux issus des élections. [rtr/rpa/rtnb/bonesha/isanganiro]

=====
=====

[CNTB] Nouvelles locales des jeudi 19 et vendredi 20 mars 2015 @rib News, 20/03/2015 Lors d'une conférence de presse animée ce vendredi par les porte-parole des institutions républicaines du Burundi, le porte-parole du président de la République a annoncé que les décisions de la CNTB qui

ne feront pas l'unanimité entre les partis ne vont pas être mises en application. Léonidas Hatungimana a fait savoir que les seules décisions qui seront exécutées sont celles qui sont acceptées par les protagonistes. Celles qui ne sont pas acceptées seront exécutées si et seulement si le président de la République met son accord. Il précise que cette décision va rester en vigueur jusqu'après les élections tenant à ajouter qu'elle est de nature à faciliter le bon déroulement des élections et empêcher l'embrasement de la situation. Cette décision est valable sur toute l'étendue du territoire du Burundi, a-t-il annoncé. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb]

=====
=====

AVRIL 2015

=====
=====

[SOCABU] Nouvelles locales du mercredi 1er avril 2015 @rib News, 01/04/2015 Le directeur général de la SOCABU vient d'être limogé de ses fonctions à dater de ce 30 mars de cette année. Selon une correspondance adressée par le ministre des finances et de la planification, il est informé à Onésime Nduwimana que ses fonctions au sein de cette institution ont pris fin le 30 mars et que le gouvernement a décidé de lui confier d'autres missions sans toutefois les nommer. Tabu Abdallah Manirakiza lui demande ainsi d'approcher le ministère des finances pour prendre connaissance de ses nouvelles fonctions. Cet ancien porte-parole du parti présidentiel a été remplacé par Trinitas Girukwishaka qui était jusqu'à présent présidente du conseil d'administration de la Banque de Gestion et de Financement (BGF) et vice-présidente du conseil d'administration de l'Office Burundais des Recettes (OBR) depuis sa création. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

=====
=====

[CENI] Nouvelles locales du vendredi 03 avril 2015 @rib News, 03/04/2015 - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) affirme qu'elle ne va pas accorder une prolongation de la période dédiée à la recherche des documents exigés pour se faire élire. Selon le porte-parole de cette commission, le calendrier électoral est connu de tout le monde depuis le mois de juillet de l'année passée. Ainsi, Prosper Ntahorwamiye ne voit pas l'opportunité de prolonger la période de collecte des documents nécessaires pour des candidats qui étaient au courant des conditions exigées il y a de cela une année. Il leur demande plutôt de compléter ce qui leur manque pour ensuite les présenter dans les délais qui leur sont impartis. [rtnb/rtr/rpa/bonesha/isanganiro]

=====
=====

[CENI] Nouvelles locales du mardi 07 avril 2015 @rib News, 07/04/2015 - Alors que la période donnée par la CENI aux différents candidats aux élections communales et législatives de déposer les pièces exigées prend fin ce mercredi, les candidats à ces élections dans les provinces de Bujumbura, Mairie de Bujumbura, Gitega, Ruyigi n'ont pas encore déposé ces dossiers. Ils précisent que les administrateurs communaux ne sont pas disponibles pour signer lesdits documents comme plus particulièrement l'attestation de résidence qui est fortement recommandée. Les CEPI dans ces provinces confirment cette absence de candidats jusque ce mardi et annoncent qu'ils attendent qu'au moins une candidature soit déposée. Ils précisent qu'ils vont donner le rapport au niveau national tel qu'il est pour que des dispositions qui s'imposent soient prises. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro/rtnb]

=====
=====

[CENI] Nouvelles locales du mardi 07 avril 2015 @rib News, 07/04/2015 - La CENI confirme qu'elle n'a jusqu'à présent reçu aucune candidatures de ceux qui veulent se faire élire dans les élections communales et législatives. Le porte-parole de cette commission ajoute pourtant que certains indépendants et certains partis politiques ont déjà déposé leurs logos à la CENI. Prosper Ntahorwamiye annonce ainsi qu'une décision sera prise après avoir reçu les rapports de tous les CEPI et reconnaît lui aussi que les administrateurs ne facilitent pas la tâche aux candidats. Il a également précisé que les listes de ceux qui ont été ré-enrôlés sont affichées depuis ce mardi et que les éventuels recours sont attendus dans les trois jours qui suivent et que les listes définitives seront affichées d'ici la fin de ce mois d'avril ou début mai. [isanganiro/bonesha/rpa]

=====
=====

[CENI] Nouvelles locales du mercredi 15 avril 2015 @rib News, 15/04/2015 - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a publié la liste les partis politiques qui ont déposé des candidatures dans le pays pour les élections communales. Ainsi, le parti Uprona de Concilie Nibigira et le parti CNDD-FDD de même que la coalition des indépendants « Umwizero w'Abarundi » à la tête de laquelle Rwasa Agaton et Charles Nditije ont déposé des listes des candidats dans toutes les communes du pays. Le parti Sahwanya Frodebu Nyakuri dans toutes les communes sauf dans une seule commune de la province Kayanza. Le parti MSD dans toutes les communes sauf dans 4 communes dont une de Kayanza et 3 de Karusi. Le parti MRC est présent dans 117 communes, l'UPD dans 85 communes, l'ADC-Ikibiri dans 112 communes, la coalition COPA dans 55 communes, la coalition RANAC dans 62 communes. Concernant les législatives, la CENI a annoncé qu'aucune liste pour les députés n'avait encore été déposée alors que le délais limite est ce jeudi. [rtr/bonesha/isanganiro/rpa/rtnb]

=====
=====

[CENI] Nouvelles locales du vendredi 17 avril 2015 @rib News, 17/04/2015 - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a rendu publics les résultats des dépôts de candidatures aux législatives de mai prochain. Selon ces résultats, les partis politiques Frodebu-Nyakuri, Uprona et le CNDD-FDD ont présenté des listes électorales pour les législatives dans toutes les 18 provinces du pays. Il est de même de la coalition COPA. Le parti MSD a quant à lui présenté des listes dans 16 provinces, le MRC dans 17 provinces, le FNL dans 8 provinces, le PALIPE Agakiza dans une seule province, l'ADC-Ikibiri dans 14 provinces, RANAC dans 12 provinces et la coalition Umwizero dans 16 provinces. La Mairie de Bujumbura a aussi connu deux listes des indépendants en l'occurrence le BDR et Isidore Rufyikiri. Ceux qui n'ont pas présenté leurs candidatures annoncent que les administratifs ne leur ont pas facilité l'octroi des documents. Ils demandent à la CENI de leur accorder un délai supplémentaires pour compléter leurs dossiers. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha/rtnb]

=====
=====

[CNTB] Nouvelles locales du lundi 20 avril 2015 @rib News, 20/04/2015 Dans cette même logique, certains cadres de la CNTB ont été démis de leurs fonctions à partir de ce samedi. Il s'agit entre autres des représentants de cette commission dans les provinces de Gitega et Bubanza. Il s'agit aussi et surtout de son président au niveau national Monseigneur Sérapion Bambonanire, mais qui, selon une certaine opinion, n'a pas été destitué suite à ce mandat qualifié de trop. La présidence de la République n'a pas donné plus d'éclaircissements à cette destitution avant la fin de la période de prolongation qui venait de lui être accordé. Précisons à toutes fins utiles que son comportement avait été décrié par les parlementaires élus dans la province de Makamba, ce qui avait abouti au surcis de la mise en application des décisions que cette commission dans cette même province. Il a été remplacé par un certain Tharcisse Nkunzimana. [bonesha/isanganiro/rtr/rpa]- A l'annonce de cette nouvelle, le député Charles Nditije fait savoir qu'il est suffisamment ravi par cette destitution de Sérapion Bambonanire à la tête de la CNTB. Selon lui, son successeur doit éviter à tout prix tout ce qui peut compromettre à ce sujet les accords d'Arusha. Il demande ainsi que le nouveau venu fasse usage de la plus grande sagesse dans l'accomplissement de son travail afin de donner aux accords d'Arusha le sens qu'ils méritent et que la CNTB ne soit pas partielle.

=====
=====

[CENI] Nouvelles locales du mardi 21 avril 2015 @rib News, 21/04/2015 Suite à cet appel et bien d'autres voix, la CENI a prolongé de deux jours le délai pour le dépôt des candidatures aux élections communales et législatives du 26 mai prochain.

La coalition ADC-Ikibiri estime que la CENI a pris une bonne décision dans ce sens que les dossiers de certains candidats étaient incomplets suite au comportement de certains administratifs qui ne leur facilitaient pas le travail. Le président de cette coalition des partis politiques de l'opposition trouve que cela va leur permettre de compléter ces dossiers. Léonce Ngendakumana demande à la CENI de suivre de près le comportement de ces administratifs qui ont agi ainsi pour qu'elle en tienne compte lors de ces décisions futures puis que selon lui, ceux qui ont ainsi agi dans les jours passés ont certainement une intention frauduleuse et peuvent agir de même dans cette période de prolongation.

La coalition des indépendants « Amizero y'Abarundi » trouve que la CENI devrait plutôt prolonger cette période de 5 jours au moins. Selon François Bizimana, les problèmes de déplacement suite au manque du carburant vont faire que tous les dossiers ne vont pas être complétés dans les deux jours. [isanganiro/rpa/bonesha]

=====
=====

[CNTB]- Nouvelles locales du mercredi 22 avril 2015 @rib News, 22/04/2015 L'ex-président de la Commission Nationale des Terres et autres Biens (CNTB) fait savoir que ceux qui ont signé la pétition demandant au président de la République de ne pas briguer un troisième mandat l'ont fait en âme et conscience. Admettant qu'il n'a pas signé cette pétition et que cela ne peut pas justifier sa destitution à la tête de cette commission, il assure qu'il respecte la hiérarchie et la structure de l'Eglise Catholique. Il ajoute qu'il reste prêtre et soumis donc à l'obligation de respecter les Evêques en général et celui de son diocèse en particulier et à plus forte raison leur recommandation. Ainsi, il demande même que les fidèles de l'Eglise catholique fassent de même concernant les mandats présidentiels. Il assure enfin qu'il n'a aucune haine contre le président de la République

mais qu'il est soumis à l'obligation de respect de l'Eglise « mawe wacu ». Il déplore tout de même le fait que certaines personnes aient été destituées pour avoir demandé à Nkurunziza de ne pas briguer un autre mandat à la tête de l'Etat. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

=====

[CNIDH]- Nouvelles locales du jeudi 23 avril 2015 @rib News, 23/04/2015 - L'assemblée nationale du Burundi a adopté ce jeudi soir le comité de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH). Parmi les 15 noms proposés, les députés devraient en choisir 5 seulement en remplacement de 5 commissaires qui vont terminer leur mandat au mois de mai prochain y compris le président actuel de cette commission Frère Emmanuel Ntakarutimana. Ainsi, Jean Baptiste Baribonekeza, un Hutu originaire de la province Gitega a été élu comme président. Son vice est Madame Claudine Nimbonera une Tutsi de Cibitoke alors que le secrétaire général est Madame Chantal Makanariza une Hutu de Bubanza. Ce comité a été élu par 69 députés sur les 82 qui étaient présents. Le président élu a affirmé que son programme principal est axé sur le rapprochement entre la société civile et les médias d'une part avec le gouvernement d'autre part. Selon ce juriste de carrière qui fut travailleur à la Cour Pénale Internationale (CPI) de La Haye, ce sont des institutions privées qui sont d'une importance capitale dans chaque pays et qui ne peuvent pas être considérés comme des ennemis. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

=====

MAI 2015

=====

[CENI] Burundi: 3 859 296 électeurs prêts pour les élections démocratiques de mai 2015
Au Burundi, ce jeudi 7 mai 2015, les Burundi se disent prêts à aller voter en ce mois de mai 2015. En effet, selon la CENI Commission Électorale Nationale Indépendante, la campagne électorale, pour les Communales et les législatives, va commencer ce dimanche 10 mai 2015. En fin de mois, ce seront 3 859 296 qui vont se déplacer pour voter leurs futurs dirigeants communaux et des parlementaires.

Le Burundi se prépare à organiser ses 3èmes élections consécutives.

DAM, NY, AGNEWS, le jeudi 7 mai 2015

=====

[CNC] Burundi: Le CNC demande un équilibre de couverture aux Media internationaux
A Bujumbura, ce jeudi 21 mai 2015, le CNC – Conseil National de la Communication – a appelé les envoyés spéciaux et les correspondants des médias étrangers à être équilibrer dans la couverture de leurs informations sur le Burundi. Car, en ce moment, ils sont entrain de construire “une bulle”, terme emprunter aux jargons économique et de la communication, qui ne reflète nullement la réalité burundaise, dont le but est la désinformation.

[<http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/05/bdi-bulle-information-burundi-attaque-2015.jpg>

Exemple de la BULLE de désinformation sur le Burundi - construite par les média internationaux le samedi 23 mai 2015. A l'Étranger tout le monde pense qu'il y a une guerre au Burundi. Le cours de la Bourse des sociétés en contrat avec le Burundi tombe. Alors que cette information est fausse. Ce n'est pas la réalité au Burundi.]

Le CNC a pris, comme exemple, cette période de campagne électorale qui bat son plein dans les 119 communes burundaises (sauf bien entendu dans les 4 quartiers rebelles de Bujumbura, à mettre en balance avec les 2998 autres quartiers et collines du pays), où tous les partis politiques burundais défilent dans leurs plus beaux apparats, avec plein de belles couleurs, dans tout le Burundi en vue de séduire les 3 859 296 électeurs, prêts à aller voter le vendredi 5 juin 2015 aux Communales et législatives 2015.

Le CNC demande aux média internationaux de couvrir tous les aspects du processus électoral, c'est à dire la campagne électorale et les manifestations des 4 quartiers de Bujumbura, s'ils le désirent. Mais, tout cela doit se faire de manière équilibrer et surtout ne pas construire "une bulle médiatique fausse de la réalité sur le Burundi -bâtit seulement sur ce qui se passe dans les 4 quartiers de Buja-". Le CNC trouve regrettable que la plupart de ces journalistes étrangers présents au Burundi ont reçu sur leurs accréditations demandées, avec la mention – couverture du processus électoral-. De plus, la plupart des accréditations précisent bien qu'il est question de «reportages au Burundi ».

Le Burundi fait face à une attaque médiatique de grande ampleurs, menés par des média privés (multinationales de la communication), payer les USA et l'Union Européenne (la France, la Belgique), pour mener une campagne, qui aurait coûté quelques centaines de millions d'USD (selon une oreille indiscreète parmi les correspondants indépendants étrangers sur place à Bujumbura), afin de stopper le processus électoral démocratique en cours dans le pays. Au Ministère de la Défense du Burundi, on parle même d'une guerre médiatique car cela est devenue une question de sécurité nationale. Cette guerre affecte l'image du Burundi, la santé des Burundi (des peurs qui réveillent des traumatismes passés), a failli conduire à un Coup d'Etat, et surtout nuit de manière très forte à l'économie nationale.

DAM, NY, AGNEWS, le samedi 23 mai 2015

=====
=====

[CENI] Burundi/Elections 2015: 8 candidats enregistrés pour la Présidentielle 2015 – CENI Bujumbura, ce samedi 9 mai 2015, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a enregistré candidatures pour les présidentielles de 2015.

La CENI accuse réception, par ordre de dépôt :

- 1) S.E. Pierre Nkurunziza (CNDD-FDD), le très populaire Président africain du Burundi ;
- 2) M. Gérard Nduwayo (Uprona);
- 3) M. Jean de Dieu Mutabazi (coalition COPA);
- 4) M. Domitien Ndayizeye (RANAC) ;
- 5) M. Agathon Rwasa (Indépendant d'Amizero y'Abarundi);
- 6) M. Jean Minani (Frodebu Nyakuri);
- 7) M. Jacques Bigirimana (FNL);
- 8) et M. Sylvestre Ntibantunganya (Indépendant de « Gira Ijambo » ou « Aie la parole »).

Tous ces candidats, à la Présidentielle 2015, vont s'affronter lors de la campagne électorale qui a débuté ce dimanche 10 mai 2015 pour s'attirer le vote de 3 859 296 électeurs, réparti dans les 18 provinces burundaises et les 119 communes du pays.

Le Burundi est un ex – vieux Royaume millénaire africain qui se nommait autrefois -Ingoma Y'Uburundi- [http://www.burundi-agnews.org/histoire_du_burundi.htm]. Terrassé en 1966 par les Bahima burundais (soutenus par la France) et devenu République, pendant plus de 40 ans, le Burundi vivra sous le règne féroce et sanguinaire de la DICTATURE DES BAHIMA Burundais (Micombero, Bagaza, Buyoya) qui a fait, en plus de 40 ans, plus de 4,5 Millions de victimes parmi

les Barundi: le fameux génocide régicide contre les Bahutu Barundi – <http://www.burundi-agnews.org/genocide.htm>. Aujourd’hui, ce pays s’apprête à organiser ses 3ème élections démocratiques consécutives en mai 2015.

DAM, NY, AGNEWS, le mardi 12 mai 2015

=====
=====

[CENI] Burundi/Elections 2015: Les cartes d’électeurs seront distribués dès la semaine du 25 mai 2015

A Bujumbura, ce jeudi le 21 mai 2015, M. Prosper NTAHORWAMIYE, Porte-parole de la CENI Commission Électorale Nationale Indépendante, a annoncé que la carte d’électeur pour les législatives et communales, sera distribuée dès la semaine prochaine (semaine du 25 mai 2015 au 31 mai 2015).

Elles seront retirés par les inscrits dans les centres d’inscriptions des électeurs. Il n’y aura donc pas d’affichage de la liste définitive des électeurs.

Le Burundi organise le vendredi 5 juin 2015 ses 3èmes élections démocratiques consécutives. Ce qui est une prouesse car le Burundi est le premier pays à réussir ce défi au sein de la CEPGL Communauté économique des Pays des Grands Lacs (Burundi, RDC Congo, et le Rwanda). Cela dénote de la stabilité politique de l’État africain du Burundi.

DAM, NY, AGNEWS, le samedi 23 mai 2015

=====
=====

[CENI] Burundi: S.E. Pierre Nkurunziza a déposé son dossier à la CENI

Bujumbura, ce vendredi 8 mai 2015, le très populaire président africain du Burundi, S.E. Pierre Nkurunziza, habillé très simplement comme à son habitude, a déposé son dossier à la Commission Electorale Nationale Indépendante(CENI), comme candidat présidentiel du parti CNDD-FDD aux prochaines élections.

S.E. Pierre Nkurunziza a donné une caution de 15 Millions BIF avec le dépôt de son dossier à la CENI.

Dans quelques jours, le Président NKURUNZIZA Pierre va pousser, grâce à sa renommé et sa popularité, toute la machine CNDD-FDD, 1ère force politique du Burundi, pour les Communales et les législatives 2015. Fin 2014, le CNDD-FDD avait au-delà de 3,3 Millions de militants, payant leurs cotisations de membres, en âge de voter au niveau des listes de ses membres dans les 119 communes burundaises. Il faut comparer ce chiffre aux 3 859 296 électeurs enrôlés pour les scrutins 2015 par la Commission Electorale National Indépendante CENI, pour mieux comprendre comment s’annonce ces élections démocratiques 2015, et surtout pourquoi, de nombreux partis d’opposition ne veulent pas de ces scrutins, et préfère espérer une intervention étrangère pour les perturber.

Le parti CNDD-FDD est la première formation politique du Burundi, avec un poids électoral [pe] aux Communales de 2010 de 64%. Historiquement, le CNDD-FDD est héritier du mouvement des Barundi du Burundi qui ont libéré leur pays face à la Dictature des Bahima burundais [http://burundi-agnews.org/guerre_civile_burundaise_1993_2003.htm]. On dit souvent du CNDD-FDD qu’il est le parti au Pouvoir. Ce qui est faux car au Burundi, le mode scrutin lors des élections est proportionnel et non majoritaire, comme en France ou en Angleterre (ou aux USA). Ainsi, ce sont des coalitions de partis qui gouvernent et non un seul parti. C’est ici que se situait l’enjeu politique autour du 3ème mandat du très populaire président du Burundi, S.E. Nkurunziza Pierre. L’UPRONA, ex parti UNIQUE, espérait, avec ses alliés Français et Belges (les anciens Colons et impérialistes) surtout, imposer aux Barundi un autre candidat au CNDD-FDD moins populaire... Cela aurait permis à ce que les résultats du CNDD-FDD aux élections de 2015 soient moindre que

ceux attendus. Et ainsi, lors de la formation des prochaines institutions après les élections de 2015, une coalition d'autres partis politiques autres que le CNDD-FDD aurait pu prendre la main du pouvoir malgré un CNDD-FDD qui aurait gagné en termes de pourcentage. Les enjeux des élections de 2015 sont les enjeux économiques du Burundi, en termes industriel surtout (la distribution du marché des matières premières), qui se joueront entre 2017 et 2025 avec l'équilibre énergétique trouvé dans le pays. Ce sont des contrats qui pourront rapporter plusieurs Milliards d'USD. Avec le Pouvoir CNDD-FDD, ce sont les SUD-AFRICAINS, les CHINOIS, [les ANGLO-SAXONS (Américains, Anglais)], les Australiens , les PAYS-BAS, l'ALLEMAGNE, les PAYS SCANDINAVES, et la SUISSE qui en seront les premiers bénéficiaires avec les BARUNDI. La FRANCE et la BELGIQUE semblent avoir été oubliées...

Le Burundi est un ex – vieux Royaume millénaire africain qui se nommait autrefois -Ingoma Y'Uburundi- [http://www.burundi-agnews.org/histoire_du_burundi.htm]. Terrassé en 1966 par les Bahima burundais (soutenus par la France) et devenu République, pendant plus de 40 ans, le Burundi vivra sous le règne féroce et sanguinaire de la DICTATURE DES BAHIMA Burundais (Micombero, Bagaza, Buyoya) qui a fait, en plus de 40 ans, plus de 4,5 Millions de victimes parmi les Barundi: le fameux génocide régicide contre les Bahutu Barundi – <http://www.burundi-agnews.org/genocide.htm>. Aujourd'hui, ce pays s'apprête à organiser ses 3ème élections démocratiques consécutives en mai 2015.

DAM, NY, AGNEWS, le vendredi 8 mai 2015

=====
=====

[CNC] Nouvelles locales du jeudi 21 mai 2015 @rib News, 21/05/2015 - Le Conseil National de la Communication (CNC) a convoqué ce jeudi tous les journalistes travaillant pour les médias étrangers œuvrant au Burundi. Le président de ce conseil a estimé que le travail accompli par ces journalistes est louable. Richard Giramahoro a pourtant fustigé le fait que ces journalistes ne rapportent que les informations concernant les manifestations contre la 3ème candidature de Pierre Nkurunziza alors qu'il y a plein d'autres choses à dire dans ce pays. Il a demandé à ces derniers qu'ils rapportent aussi les informations en rapport avec la campagne électorale qui est en cours dans le pays. Il leur aussi a demandé, surtout les étrangers, de demander l'accréditation auprès du CNC dans les meilleurs délais pour travailler conformément à la loi

=====
=====

[CENI]Nouvelles locales du mardi 12 mai 2015 @rib News, 12/05/2015 - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) affirme que plus de 80% du financement électoral avait été promis par les pays qui ont déjà annoncé la suspension de ce financement. Selon le porte-parole de cette commission, cela va sûrement avoir des impacts négatifs sur le processus électoral. Prosper Ntahorwamiye assure pourtant que la CENI continue son travail et que le gouvernement va essayer de chercher les fonds manquants. Sur la question de report des élections, il assure qu'une évaluation entre tous les partenaires techniques et financiers permettra de prendre la décision adéquate.

=====
=====

[CENI] Nouvelles locales du vendredi 22 mai 2015 @rib News, 22/05/2015 - Des personnes non encore identifiées ont attaqué un véhicule de la CENI qui transportait le matériel électoral destiné à la commune de Kanyosha de la province Bujumbura. Selon le porte-parole de la CENI, tout le matériel électoral composé d'isoloirs et d'urnes a été brûlé par ces personnes. Prosper Ntahorwamiye précise que le véhicule a été brûlé alors qu'il arrivait au niveau de Mayuyu de la commune Mukike en direction de Kanyosha. Il assure que personne n'a été blessé et trouve que le matériel brûlé sera remplacé. Il demande pourtant que cela ne se reproduise pas puis que la situation risque d'être préjudiciable à la CENI. Il a ajouté que les enquêtes ont commencé puis que le véhicule était convoyé par deux militaires. Tout en se réjouissant de la décision prise de repporter les élections communales et législatives, il a profité de cette occasion pour assurer que dès la semaine prochaine, les cartes d'électeurs vont commencer à être distribuées.

=====
=====

[OMBUDSMAN] Nouvelles locales du vendredi 22 mai 2015 @rib News, 22/05/2015 - De son côté, l'Ombudsman burundais estime que les médias qui ont été attaqués doivent être soutenus pour qu'ils commencent à émettre dans les tous prochains jours. Mohamed Rukara dit cela après qu'une commission qu'il avait mise en place ait produit un rapport à ce sujet. Il demande ainsi au gouvernement et à ses bailleurs de se concerter pour que ces médias rediffusent le plus rapidement possible. Selon lui, un pays sans médias est envahi par des rumeurs qui ne font qu'aggraver la situation. Il demande aussi à tous les contestataires de faire connaître leurs revendications dans le strict respect des droits des autres personnes.

=====
=====

[OMBUDSMAN] Burundi: L'Ombudsman relativise l'insécurité à Bujumbura Mairie
A Bujumbura, ce mardi 12 mai 2015, M. Mohamed RUKARA, Ombudsman de la République du Burundi, a sorti un communiqué de presse qui fait démentir l'insécurité régnante à Bujumbura relayé par la presse étrangère.

Voici le Communiqué de l'Ombudsman de la République du Burundi :

POINT DE PRESSE

Mise sur pied d'une commission ad hoc d'enquête sur la situation que traverse le pays

Mesdames et Messieurs les journalistes,

En cette date du 12 mai 2015, nous vous adressons nos salutations cordiales et vous remercions d'avoir répondu à notre invitation. Soyez les bienvenus à ce point de presse. Nous reconnaissons le rôle que jouent les médias dans la transmission des informations sur tout ce qui se passe dans l'environnement immédiat. C'est pour cette raison que nous faisons encore une fois recours à la presse pour une large diffusion des apports de l'Ombudsman à l'apaisement de la situation qui prévaut dans le pays depuis deux semaines.

Nous rappelons que la Loi N° 1/04 du 24 Janvier 2013 portant organisation et fonctionnement de l'Ombudsman, spécialement en son article 2, stipule que « l'Ombudsman est une institution chargée de la médiation entre les administrations et les citoyens ainsi que du contrôle du bon fonctionnement des entités administratives ».

Depuis que cette crise est là, nous avons essayé d'apporter notre contribution à l'apaisement de la situation.

A titre d'exemple, le 27 avril 2015 nous avons effectué une descente sur terrain dans les communes chaudes de la Mairie pour nous enquérir de la situation et pouvoir recueillir les doléances de la population.

Les 1er, 4 et 7 mai nous avons invité les présidents des ligues des jeunes affiliés aux différents partis politiques pour les informer de l'état d'avancement des préparatifs de la conférence nationale que nous allons organiser le 8 mai 2015 ; mais également pour échanger sur la situation préoccupante qui prévaut actuellement dans le pays.

Parmi les leaders des ligues des jeunes, et à trois reprises, les jeunes de diverses tendances ont lancé un message de pacification et d'apaisement à l'endroit des parties prenantes dans la crise. Et ces messages ont été fort appréciés, d'après les échos venus de toute part. Au même titre que les jeunes affiliés aux partis politiques, nous avons réuni le mardi 5 mai 2015 les présidents des démobilisés et anciens combattants pour la validation des listes des participants qui allaient prendre part à la conférence nationale. C'était également pour leur parler de la situation sécuritaire du pays et d'autres activités

déjà entamées par notre institution dans le but de contribuer à l'apaisement de la crise. Nous avons à cet effet remercié les démobilisés et anciens combattants pour leur attitudes pacifiques.

Nous nous sommes aussi entretenus avec les Hauts Officiers des Corps de Défense et Sécurité sur la consolidation de la paix et la tolérance dans la diversité. Nous avons aussi échangé sur la situation préoccupante que traverse notre pays.

Le 8 mai 2015, nous avons tenu à l'Hôtel Source du Nil la conférence précédemment annoncée et qui a connu une participation tant massive que bénéfique de tous les acteurs à savoir les partis politiques, la Société civile, les Représentants des Corps de défense et sécurité, les Religieux, les Représentants des Institutions publiques et des Organisations internationales, les Représentants du Corps diplomatique et consulaire ainsi que les Représentants des Médias. Au terme de cette conférence, les débats fructueux et des travaux en groupes ont permis la formulation des riches et importantes résolutions.

C'est suite aux résolutions issues de cette conférence que nous avons décidé d'effectuer le 10 mai 2015 une descente sur terrain dans certaines communes de la Mairie de Bujumbura, à savoir : Musaga, Nyakabiga,

Bwiza à Jabe, Ngagara, Cibitoke à Mutakura, Kamenge, Kinama et Buyenzi. Le but visé était de nous rendre compte de la situation qui prévalait dans les communes précitées.

A Musaga, nous avons remarqué à notre arrivée que la RN7 était dégagée de toutes les barricades qui jonchaient cette route. Un nombre important de policiers et de militaires était aussi présent sur les lieux. En progressant à l'intérieur du quartier, nous avons été accueillis par une foule nombreuse dont les esprits étaient manifestement surchauffés. nous avons échangé avec la population longuement pour écouter leurs doléances.

Dans la commune Nyakabiga, tout comme à Musaga, les axes principaux étaient dégagés. Les populations vquaient à leurs activités notamment au petit marché où les vendeuses écoulaient leurs marchandises. Ici, nous avons nous-mêmes acheté quelques denrées alimentaires dans le but de vérifier la flambée des prix qui nous avait été précédemment rapportée. Les membres des Corps de Défense et Sécurité étaient nombreux.

En traversant le quartier de Jabe, en commune urbaine de Bwiza, nous nous sommes rendu compte que les grands axes notamment l'Avenue de l'Imprimerie était dégagée.

Par après, nous nous sommes rendus à la commune de Cibitoke. Les citoyens étaient calmes. En plus, les voies publiques et presque toutes les avenues donnant l'accès à l'intérieur des quartiers étaient ouvertes.

A Ngagara, la circulation était normale : pas de barricades ni sur les voies principales ni sur les voies intérieures.

Quant à la commune de Kamenge, la situation était normale en ce jour. La population vquait naturellement à leurs activités.

A Kinama, la vie avait repris son cours normal. Aucune situation particulière ne nous a été rapportée.

Dans la commune de Buyenzi, rien n'était à signaler. Le calme était à son comble. Nous nous sommes même permis de faire une marche à pied.

2. A côté des descentes effectuées dans la Mairie de Bujumbura, nous avons accordé des audiences à certaines personnalités. Il s'agit notamment du Secrétaire Général de la Croix Rouge, Monsieur Anselme Katiyunguruza, qui nous a déclaré que cette organisation humanitaire est à pied d'œuvre. La Croix Rouge apporte des secours aux nécessiteux sans

discrimination aucune. Concernant les effectifs qui rentrent dans ses prestations depuis le début des manifestations : la croix rouge a évacué 10 personnes décédées et 204 blessés, reçus dans trois institutions hospitalières à savoir Hôpital Militaire, Prince Régent Charles et Roi Khaled.

Nous avons également reçu le sous-commissaire municipal de police judiciaire, pour nous enquêter de plus amples informations sur la situation des manifestants détenus, tout particulièrement les mineurs et les femmes. Selon le Sous-Commissaire Mutagatifu Aimable, il n'y a ni femmes ni enfants emprisonnés aux cachots du Commissariat Municipal. Il a fait état de 24 détenus, arrêtés entre les 7 et 11 mai 2015, dont les dossiers sont en cours d'instruction au niveau du Parquet.

Le Sous-Commissaire Mutagatifu Aimable a indiqué que parmi les personnes arrêtées, depuis le début des manifestations jusqu'à la nuit du 10 mai, 26 femmes 114 mineurs et 589 hommes ont été relâchées. Ceux qui sont déjà transférés à la prison de Mpimba sont 292 détenus tous hommes.

Quant au bilan, le Commissaire Général de la Protection civile a relevé, jusqu'à ce jour, 17 décès et 90 blessés.

Après les différentes descentes et plusieurs consultations, nous avons décidé de mettre sur pied une commission ad hoc pour enquêter sur toutes les violences déclarées depuis le début des manifestations c'est-à-dire le 26 avril 2015.

Cette commission est composée de :

1. Colonel Etienne SINDAHEBURA, Criminologue et Ancien Commandant de l'ISCAM,
2. Monsieur Elie BIGIRIMANA Elie, Psychologue et Enseignant d'Université ;
3. Maître Jacqueline RUKUKI, Avocate ;
4. Monsieur Didace SUNZU, Journaliste et Enseignant d'Université ;
5. Monsieur Juma RUKUMBI, Journaliste et Secrétaire de cette Commission.

Cette commission aura pour mission de :

- 1° Faire des enquêtes pour identifier les auteurs des crimes,
- 2° Visiter les prisons et différentes maisons de détention pour enquêter sur les cas de violation des droits de l'homme ;
- 3° Visiter les hôpitaux pour enregistrer les cas de décès, de blessés graves ou légers ;
- 4° Elaborer un rapport d'enquête à présenter à qui de droit sur le plan national et international.

Cette commission pourra être élargie en cas de besoin.

Pour terminer nous lançons un appel solennel aux compatriotes de ne pas user de violence dans toutes leurs revendications.

Nous demandons en outre à tout un chacun de respecter les droits fondamentaux de l'Homme tout particulièrement le droit à la vie. Nul n'est autorisé à ôter la vie à autrui.

Nous recommandons ensuite à tous les Burundais de se respecter mutuellement, de respecter la Charte de l'Unité Nationale en vue de consolider la paix et l'harmonie sociale.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

Fait à Bujumbura, le 12 mai 2015

Honorable Dr Mohamed RUKARA,
Ombudsman de la République du Burundi
et Vice Président de l'AOMF et de l'AOMA.
DAM, NY, AGNEWS, le mardi 12 mai 2015

=====
=====

[CENI] Nouvelles locales du jeudi 28 mai 2015 @rib News, 28/05/2015 - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) assure que malgré le retrait des prêtres de ses démembrements, elle va continuer à préparer les élections. Le porte-parole de cette commission annonce que le personnel reste suffisant et que les partants seront remplacés dans les jours qui suivent afin de combler les vides. Il ajoute même que si certains politiciens annoncent qu'ils ne vont pas participer dans ces élections, le processus ne s'arrête pas pour autant et doit continuer et les élections se tenir comme prévu.

=====
=====

[CENI] Burundi/Elections 2015 : La CENI est quasi prête pour les Communales et les législatives A Bujumbura, ce jeudi 21 mai 2015, M. Pierre Claver Ndayicariye, le président de la CENI – Commission Electorale Nationale Indépendante – , a fait un état des lieux des préparatifs des élections 2015.

Le président de la CENI a annoncé à la presse que les préparatifs des élections des députés et des conseillers communaux, sont quasi fini. Au niveau des travaux techniques, la CENI est très avancée. Au niveau de la campagne électorale, il y a eu quelques perturbations liées à la sécurité dans les seules 4 quartiers de la Mairie de Bujumbura où des manifestations sauvages ont lieu, à relativiser avec le calme qui règne dans les 2998 autres quartiers et collines du Burundi.

Pour parer, à ce petit problème de sécurité des 4 quartiers de Buja, le très populaire Président africain du Burundi, S.E. Pierre NKURUNZIZA, a signé un nouveau décret portant réajustement de la période de la campagne électorale qui repousse les élections des députés et des conseillers communaux au vendredi 5 juin 2015. Cela permettra à ceux qui ont été affectés par ces manifestations sauvages de se rattraper...

Concernant les moyens matériels pour organiser les élections, la première partie des bulletins de vote des élections des députés et des conseillers communaux, le matériel électoral sensible comme l'encre, et le matériel non-sensible comme les urnes et les isolements sont déjà disponibles dans les entrepôts de la CENI en lieux sûres. La deuxième partie des bulletins arrive aussi très bientôt.

Tous les CECI (Commission Electorale Communautaire Indépendante) et les CEPI (Commission Electorale Provinciale Indépendante) sont prêts dans leurs starting block...

Le Burundi organise le vendredi 5 juin 2015 ses 3èmes élections démocratiques consécutives. Ce qui est une prouesse car le Burundi est le premier pays à réussir ce défis au sein de la CEPGL Communauté économique des Pays des Grands Lacs (Burundi, RDC Congo, et le Rwanda). Cela dénote de la stabilité politique de l'Etat africain du Burundi.

DAM, NY, AGNEWS, le samedi 23 mai 2015

=====
=====

JUIN 2015

=====
=====

[CENI] - Nouvelles locales du lundi 1er juin 2015 @rib News, 01/06/2015 La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) assure qu'elle a accueilli comme tout burundais la décision des chefs d'Etats de la communauté est-africaine sur le report des élections. Le porte-parole de cette commission annonce qu'elle va continuer à préparer les élections sur base du calendrier déjà connu jusqu'à nouvel ordre. Prosper Ntahorwamiye constate que ce n'est pas la CENI de prendre des mesures à ce sujet puis que c'est le président de la République qui doit le

faire. - Le Sénat burundais demande de son côté à la CENI de réaménager le calendrier électoral conformément à la proposition des chefs d'Etats de l'EAC sur le report des élections. Gabriel Ntizezerana a supplié les bailleurs du Burundi pour qu'ils soient près de ce dernier dans ces jours. Il demande également aux politiciens de faire la campagne électorale afin de participer aux élections le moment venu. Cela été dit ce lundi lors de l'ouverture de la session ordinaire de juin de cette chambre haute du parlement. - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) affirme que ses deux membres (la vice-présidente et la chargée du matériel) sont introuvables dans ces derniers jours depuis samedi. Le porte-parole de cette commission affirme que ces deux femmes ne se présentent plus au service mais ajoute que l'une d'elles se trouverait encore au Burundi alors que l'autre aurait déjà pris l'avion. Prosper Ntahorwamiye assure tout de même qu'elles n'ont pas adressé une démission ou une quelconque information sur leur situation à la présidence de la CENI. Il ajoute tout de même que ce n'est pas la CENI qui prend une mesure de remplacement de ces personnes qui partent. Il ajoute que la procédure de leur remplacement doit être la même que celle de leur nomination. Il assure tout de même que si ces personnes ne sont pas remplacées, cela va causer des problèmes de fonctionnement de cette commission.

=====
=====

[CENI] - Nouvelles locales du mercredi 03 juin 2015 @rib News, 03/06/2015

- La CENI assure que même si les élections sont encore une fois reportées, le travail continue. Le porte-parole de cette commission estime que la campagne électorale pour la première période est close depuis ce mardi, mais qu'elle va reprendre avec le nouveau calendrier qui, selon lui, sera disponible d'ici deux ou trois jours. Prosper Ntahorwamiye ajoute aussi que le remplacement des démissionnaires de cette commission va se faire par les instances habilitées, mais qu'entre-temps le travail continue pour ceux qui restent. Il dit pourtant ne pas connaître le moment de leur remplacement. Il admet aussi que les prêtres ont déjà remis leur tablier conformément au communiqué des Evêques catholiques du Burundi le leur avait demandé.

=====
=====

[CENI] - Nouvelles locales du lundi 08 juin 2015 @rib news, 08/06/215 - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a publié ce lundi un nouveau calendrier électoral pour les prochaines élections. Lors d'une conférence de presse dédiée à cette proclamation, le président de cette commission a annoncé que les élections seront organisées de préférence selon le calendrier suivant : les élections parlementaires et collinaires se feront le 26 juin, la présidentielle le 15 juillet alors que les sénatoriales sont prévues pour le 24 juillet. Il Pierre Claver Ndayicariye a précisé que cette commission s'occupe de l'aspect technique et que de ce fait, le travail reste du côté des politiciens qui pourront suivre ce calendrier.

=====
=====

[CENI] - Nouvelles locales du vendredi 26 juin 2015 @rib News, 26/06/2015 La province de Rumonge se prépare pour les élections de lundi, mais seuls les partis proches du CNDD-FDD font campagne. Au bureau de la commission électorale provinciale indépendante de Rumonge CEPI, les préparatifs aux élections communales et législatives vont bon train selon le nouveau président de cette commission, Monsieur Déogratias Ninyibuka. Il dit que la 2eme phase de campagne pour ces élections devrait s'achever ce vendredi 26/06/2015. En réalité il s'agit d'une campagne presque unicolore puisqu'elle n'a été faite que par le parti au pouvoir CNDDFDD et sa mouvance dont le FNL aile de Bigirimana, l'UPRONA aile de concilie et la coalition COPA. Il y a aussi la

coalition RANAC qui se serait joint au groupe même si elle n'est pas très visible sur terrain. La CEPI Rumonge souligne que seule 4 partis politiques et deux coalitions sur 12 partis politiques qui participent dans le processus électoral dans cette province ont pu faire cette 2eme phase de campagne, jusqu'à présent seules quelques organisations telles qu'ABA, CAPES PLUS et unions des églises chrétiennes ont déjà demandé les autorisations pour l'observation électorale à laquelle seront absentes les principales organisations de la société civile burundaises. Aucune garantie à propos de la venue des observateurs internationaux. Précisons que Rumonge attend plus de 169.000 électeurs pour 75 conseillers communaux dans 5 communes et 3 députés ce lundi 29/06/2015

=====
=====

[CENI] Burundi/Élections 2015: La CENI annonce les Communales et législatives de lundi 29/6
A Bujumbura, capitale du Burundi, ce dimanche 28 juin 2015, M. Pierre-Claver Ndayicariye, président de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante), a annoncé que tout est prêt pour les Communales et législatives de ce lundi 29 juin 2015. Tout le matériel était déjà acheminé vers les centres de votes.

Concernant le retrait des élections de 6 organisations politiques sur les 16 annoncé ce vendredi 26 juin 2015 à travers les Média, la CENI n'a rien reçu comme document officiel de la part de ces organisations qui se disent faisant parti de l'opposition.

Le Burundi se prépare à organiser ce lundi 29 juin 2015 ses 3èmes élections démocratiques consécutives depuis 2005, année de la fin de la Dictature des Bahima burundais (Micombero, Bagaza, et Buyoya) qui a fait plus de 4.5 Millions de victimes Burundi en près de 40 ans de pouvoir. Le fameux génocide-régicide du Burundi: <http://burundi-agnews.org/genocide.htm>
DAM, NY, AGNEWS, le Dimanche 28 juin 2015

=====
=====

[CENI] - Nouvelles locales du lundi 29 juin 2015 @rib News, 29/06/2015

- Les élections législatives et communales ont eu lieu ce lundi dans tout le pays. Même les électeurs de la ville de Bujumbura se sont déplacés vers les urnes malgré une délocalisation de dernière minute de certains bureaux de vote comme dans les communes de Musaga, Ngagara, Nyakabiga, Gihosha, Cibitoke, Bwiza et Kanyosha. Certains bureaux ont été regroupés dans un seul bureau et cela a causé des désorientations des électeurs. De plus, cela a causé des absences au vote des habitants de certains quartiers comme Cibitoke et Buterere qui ont été obligés d'aller voter à Kamenge, ce qu'ils n'ont pas du tout accepté arguant qu'ils ont peur de leur sécurité et qu'ils ne voient même pas pour qui voter parmi les partis politiques en compétition.

- De plus, ceux de Nyakabiga ont été obligés d'aller voter dans les enceintes de l'université du Burundi, et cela a aussi engendré un taux élevé d'absentéisme.

- D'une manière générale, les élections se sont déroulées dans un calme relatif sans incident durant toute la journée de ce lundi. Les bureaux de vote ont ouvert 6h comme prévu et avec un retard de 30 minutes à 2h dans certains autres bureaux.

- Plusieurs agents de la CENI qui devraient superviser les élections ne se sont pas présentés et ont été remplacés sur place par les CEPI et CECI. Ceci a causé un manque de rapidité dans la gestion de la situation puisque les nouveaux-venus n'y étaient pas habitués et étaient formés sur place.

- Les élections ont commencé vers 8h dans la province de Gitega dans certains endroits et 10h dans d'autres après une nuit plutôt calme sauf à Bugendana où un véhicule de la CEPI a été endommagé. Tandis qu'à Buraza une grenade a été lancée entre les collines Mahonda et Mugano. Les électeurs arrivaient au compte-goutte malgré les menaces des imbonerakure sur lesquelles beaucoup d'habitants témoignent.

- A Mutaho, certains membres des bureaux de vote ont boycotté leur travail et ne se sont pas présentés. Citons notamment les agents des bureaux de vote de : l'école fondamentale Mpongwe ; collège communal Muzenga ; école primaire Mutaho III et école primaire Gitongo II.
- Pour ce qui est des mandataires politiques, seuls ceux du CNDD-FDD et ceux de l'Uprona de mouvance (Pro-Concilie Nibigira) sont présents, quoi que pas partout pour l'Uprona de la mouvance. Pour l'observation sont présents: le MIPAREC, CINELOP, ACOPA, CODIP, Ligue Izere, Réseau Amatora mu Mahoro. Notons que la nuit dernière, de jeunes imbonerakure sillonnaient plusieurs quartiers de la ville de Gitega pour "assurer la sécurité".
- Le président de la CENI a affirmé que ceux qui ont boycotté les élections ne l'ont pas fait conformément à la loi et de ce fait vont être considérés dans l'opération de comptage de voix. Pierre Claver Ndayicariye assure que les décisions de ceux qui ont décidé de boycotter ces élections ont été signées par des personnes qui ne sont pas habilitées à les représenter.
- Par ailleurs, dans certaines localités, les membres de la coalition "Amizero y'Abarundi" ont voté pour leurs candidats comme cela se remarque dans les voix déjà comptées.
- Le président de la CENI a aussi annoncé que les Burundais vivant au Canada ne vont pas voter puisque cela demande qu'une permission spéciale des autorités leur soit accordée; ce qui n'avait pas encore été fait jusque ce lundi. Selon une certaine information, cela a été due au fait que le Canada n'a pas permis à la représentation du Burundi d'organiser ces élections qui ne sont pas inclusives. Il a également ajouté que les militaires burundais qui se trouvent en Centrafrique ne vont pas voter étant donné qu'ils sont sous la responsabilité des Nations Unies et ces dernières doivent préalablement leur donner une permission pour se déplacer vers les urnes.

=====

[CENI] - Nouvelles locales du mardi 30 juin 2015 @rib News, 30/06/2015 - Au lendemain des élections communales et législatives boycottées par l'opposition et la société civile, la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) procède au dépouillement. Dans plus de 125 communes, cette commission a déjà attribué des voix et places aux partis de l'opposition alors que ces derniers n'ont pas participé aux scrutins. Frédéric Bamvuginyumvira, vice-président du parti Sahwanya Frodebu et ancien vice-président de la République y voit une façon de se dédouaner. Il estime également que même si le président Nkurunziza est réélu, il ne pourra pas tenir du fait qu'il est lâché par tout le monde à part "ceux qui tirent profit de lui". Pour le vice-président du parti Sahwanya Frodebu, Pierre Nkurunziza est "guidé par une sorte de témérité".

- Par ailleurs, les partis politiques de l'opposition ayant boycotté ce scrutin trouvent qu'ils ne peuvent pas être engagés par les résultats d'une élections à laquelle ils n'ont pas participé. Selon un communiqué sorti par ces partis et coalitions ce mardi, ils estiment que ceux qui ont voté pour eux sont les membres du parti CNDD-FDD qui sont fatigués de ce pouvoir. Ainsi, ils annoncent qu'ils ne vont pas occuper les places en question. Cette déclaration a été signée par les partis MSD, MRC, UPD et le Frodebu Nyakuri, les coalitions ADC-Ikibiri, Amizero y'Abarundi, RANAC, le RDB et Imbono Charisma.

- L'Union Africaine estime que les élections communales et législatives au Burundi ne remplissent pas les standards d'un scrutin démocratique et se dit favorable à un report de la présidentielle. Les burundais vivant au Rwanda n'ont pas été très nombreux aux urnes ce lundi. Le taux de participation est d'environ 12%. Seuls 50 électeurs se sont présentés sur plus de 260 attendus.

- Les résultats des élections communales et législatives commencent à tomber dans certaines communes mais aucune province n'a encore connu les résultats au complet dans toute leurs communes. Le CNDD-FDD, parti au pouvoir, vient largement en tête dans toutes les communes du pays, les indépendants AMIZERO Y'ABARUNDI viennent en seconde position dans presque

toutes les communes du pays. Dans certaines communes, l'UPRONA, le Frodebu Nyakuri, le FNL et ADC se partagent les places suivantes.

- Dans la province de Bujumbura rural, les résultats provisoires sont disponibles dans toute les communes sauf dans la commune Mukike suite à un incident sécuritaire de lundi soir où un véhicule qui allait récupérer le matériel de la Commission Electorale Communale de Mukike a été attaqué par des gens armés dans la soirée de lundi le 29. Trois militaires ont été blessés.

- Dans la commune de Nyanza lac de la province Makamba, plus de 40% n'ont pas voté, la plupart se sont réfugiés en Tanzanie suite à l'insécurité qui règne dans le pays selon le président de la Commission Electorale Communale Indépendante de la commune de Nyanza lac. Ailleurs dans d'autres communes de la province de Makamba, Vugizo et Mabanda les résultats provisoires ne sont pas encore connus.

- Dans la commune Burambi de la province Rumonge, certains individus ont commencé à afficher les résultats sur les arbres dans les lieux publics peut être pour barrer la route à des tricheries puisque l'officialisation des résultats tarde. Le problème de ce retard est le manque de moyen de transport des bulletins vers les centres. Mais, dans cette commune de Burambi, les résultats sont tels que le CNDD-FDD a obtenu 2095 voix, la coalition Amizero y'Abarundi 2457, ADC-Ikibiri 1069, UPRONA 635, COPA 239 FNL 263, MSD 166, UPD et MRC sont à égalité soit 52 voix chacun et PSD 37 voix.

=====
=====
JUILLET 2015
=====
=====

[CENI] Burundi: Présidentielle 2015 – Cour Constitutionnelle arrêt – RCCB 308

Vu la lettre no CENI/ 0416/ 2015 du 27 juillet 2015 du président de la Commission électorale nationale indépendante parvenue au greffe de la Cour constitutionnelle le 28 juillet 2015 par laquelle elle transmet les résultats de l'élection présidentielle pour vérification de la légalité ;

vu l'analyse de la requête et sa mise en délibéré pour statuer de la régularité de la saisine ; attendu qu'au terme de l'article 76 du Code électoral ;

vu son enregistrement au greffe de la cour et sur son enrôlement sur RCCB 308 ;

vu l'analyse de la requête ;

attendu que dans le cas sous analyse, la cour a été saisie par le président de la CENI, Pierre-Claver Ndayicariye ;

attendu que partant la saisine est régulière ;

attendu que la compétence de la cour en matière de contrôle de la régularité des élections présidentielles et la proclamation des définitifs prévus au quatrième tiret de l'article 228 de la Constitution de la république du Burundi et à l'article 78 du Code électoral ;

attendu que l'article 228 de la Constitution de la république du Burundi dispose que la Cour constitutionnelle est compétente pour statuer sur la régularité des élections présidentielle et législative et de référendum et en proclamer les résultats définitifs ;

attendu que l'article 78 du Code électoral, quant à lui, dispose « qu'avant de procéder à la proclamation des résultats officiels du scrutin », la Cour constitutionnelle vérifie au vu des documents lui transmis par la CENI la régularité dudit scrutin tant en ce qui concerne son déroulement que le dépouillement des résultats ;

attendu qu'en conséquence, la cour est compétente pour statuer du contrôle de la régularité des résultats présidentiels et la proclamation des résultats définitifs ;

attendu que sur base de l'ensemble des documents produits par la CENI, la cour a procédé à la vérification de la régularité du scrutin conformément à l'article 78 de la loi N° 1/ 20 du 3 juin 2014 portant révision de la loi N°1/ 22 du 18 septembre 2009 portant Code électoral ;

attendu qu'il ressort de cet examen qu'aucune irrégularité n'a été observée tant au niveau du déroulement que du dépouillement ;

attendu qu'aucun recours y relatif n'a été enregistré par le greffe de la cour de céans ;

attendu cependant que la cour a relevé une erreur purement matérielle dans le calcul de pourcentage obtenu par chaque candidat ;

attendu que la cour a procédé à la rectification des résultats erronés comme le prescrit l'article 79 du Code électoral de 2014,

attendu ainsi que les résultats définitifs se présentent comme suit : le candidat Pierre Nkurunziza du CNND – FDD a obtenu 1 961 510 voix soit un pourcentage de 69, 40% et occupe la première place. Le candidat Agathon Rwasa d' Abigengamizero y'Aburundi a reçu 536 625 voix, soit un pourcentage de 18, 98% et occupe la deuxième place. Le candidat Gérard Nduwayo de l'Uprona a reçu 60 380 voix, soit 2, 13% et occupe la troisième place. Le candidat Jean Minani du Frodebu Nyakuri a reçu 38 554 voix, soit 1, 36% et occupe la quatrième place. Le candidat Jacques Bigirimana des FNL a reçu 28 609 voix, soit 1, 01% et occupe la cinquième place. Le candidat Domitien Ndayizeye du Ranac a obtenu 19 996 voix, soit 0, 70% et occupe la sixième place. Le candidat Jean de Dieu Mutabazi de Copa a obtenu 4 436 voix, soit 0,15% et occupe la septième place. Le candidat Sylvestre Ntibantunganya de Girijambo a obtenu 3 952 voix, soit 0, 13% et occupe la huitième place. Le total des voix qui se sont exprimées en faveur des candidats s'élèvent à 2 654 066 ; les voix nulles à 103 420 voix, soit 3,65%; les abstentions à 68 590 voix, soit 2, 42%. Le total des votants s'élève à 2 826 072. Le nombre d'inscrits était de 3 848 119 personnes. Le taux de participation a été de 73, 44%.

Attendu que l'article 102 de la Constitution en son deuxième alinéa dispose que le président de la république est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés,

attendu que le candidat Pierre Nkurunziza a obtenu 69, 40% des suffrages exprimés ;

attendu qu'en effet, le candidat Pierre Nkurunziza sort vainqueur de l'élection présidentielle du 21 juillet 2015 ;

par tous ces motifs, la Cour constitutionnelle du Burundi, vu la loi N°1/ 010 du 18 mars 2005 portant promulgation de la Constitution du Burundi ;

vu la loi N° 1/ 18 du 19 décembre 2002 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle ainsi que la procédure applicable devant elle tel que modifié par la loi N° 1/ 013 du 11 janvier 2007 portant modification de certaines dispositions de la loi N°1/ 018 du 19 décembre

2002 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle ainsi que la procédure applicable devant elle ;

vu la loi N° 1/ 20 du 3 juin 2014 portant révision de la loi N° 1/ 022 du 18 septembre 2009 portant Code électoral ;

statuant sur requête du président de la CENI, après en avoir délibéré conformément à la loi déclare la saisine régulière,

se déclare compétente pour statuer sur la présente requête lit pour droit que l'élection présidentielle tenue en date du 21 juillet 2015 s'est déroulée de façon régulière et déclare Pierre Nkurunziza, élu président de la république du Burundi pour un mandat de 5 ans. Elle lit également pour droit que son mandat court à compter du jour de la prestation de serment du président élu.

La Cour constitutionnelle que ces résultats soient publiés dans le bulletin officiel du Burundi et dans les organes de presse.

=====
=====

[CENI] - Nouvelles locales du vendredi 03 juillet 2015 @rib News, 03/07/2015 - Plus de 5 jours après des élections, on ne connaît pas encore qui sont membres des conseils communaux et les élus du peuple. Les élections se sont déroulées au début de la semaine mais sauf quelques provinces qui ont déjà rendus publiques les résultats provisoires, beaucoup de Commissions Électorales Provinciales Indépendantes n'ont pas encore terminé le travail de dépouillement. Certains partis politiques de la mouvance estiment que les élections ont été bien organisées et se sont déroulées dans la transparence. Mais du côté de l'opposition, ils dénoncent un scrutin très mal organisé. Ils rappellent la démission de deux membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante qui ont été remplacés sans consensus avec le retrait de l'église catholique qui a entraîné la démission des membres des CEPI et CECI. Pour l'opposition certains membres des CECI et bureaux de vote ont été remplacés le jour même du scrutin ce qui témoigne que ces élections sont mal organisées intentionnellement par le parti au pouvoir en collaboration avec la Commission Electorale Nationale Indépendante.

- Pour Pierre Claver Ndayicariye président de la CENI, le retard dans la publication des résultats s'expliquent par le fait qu'on a combiné à la fois les élections communales et législatives ce qui fait un travail double. Selon le président de la CENI, aujourd'hui les CEPI sont en train de faire le dépouillement pour terminer le travail. A partir de ce vendredi, les chiffres des résultats provisoires communaux seront publiés et ceux qui ont des plaintes peuvent commencer à les déposer auprès des CEPI et la Commission Electorale Nationale Indépendante va valider en dernière position les résultats des élections communales et les législatives seront validés par la cour constitutionnelle.

- Quelques provinces connaissent pourtant les résultats. Le CNDD-FDD vient largement en tête suivi par les indépendants Amizero y'Abarundi. C'est le cas de la province de Muramvya dont voici les résultats : le CNDD-FDD 59%, Amizero y'Abarundi 6%, Uprona 3%, Frodebu Nyakuri moins de 1%. Le taux de participation est de 84%. C'est aussi Kayanza où le CNDD-FDD a 77%, Amizero y'Abarundi 9% et Karuzi: le CNDD-FDD a eu 84%, Amizero y'Abarundi 6%, l'ADC-Ikibiri 1% et Uprona moins de 1%. Le taux de participation est de 89%.

=====
=====

[CENI] - Nouvelles locales des mercredi 08 et jeudi 09 juillet 2015 @rib News, 09/07/2015 - Après la proclamation des résultats des élections législatives et communales tenues le 29 juin dernier, les politiciens burundais ont réagi différemment. En effet, le parti CNDD-FDD estime que ce résultat est satisfaisant. Le président de ce parti estime tout d'abord que ce qui est le plus satisfaisant est le fait que les élections se sont déroulés dans la paix totale dans tout le pays. Le député Pascal Nyabenda estime ensuite que les sièges que ce parti a obtenus sont satisfaisants. En outre, il affirme que le report de l'élection présidentielle n'est pas préjudiciable à ce parti mais demande à ce que la constitution soit respectée. Rappelons que selon la proclamation de la CENI, le CNDD-FDD a obtenu 77 députés, la coalition Amizero y'Abarundi 21 sièges et l'Uprona 2 sièges.

- La réaction est presque semblable du côté du parti Uprona. Ce dernier estime que les élections se sont bien déroulées dans la tranquillité. Le secrétaire général de ce parti fait savoir que les sièges obtenus par ce parti ne sont pas conformes à la réalité. Gaston Sindimwo affirme par ailleurs que ce parti va saisir la Cour constitutionnelle pour la vérification du quotient électoral tel que mis en pratique par la CENI. Selon lui, la CENI a devrait se fonder sur l'article 137 du Code électoral pour calculer et dispatcher les sièges, ce qui n'a pas été le cas. Ainsi, il voit que cette erreur a causé à ce parti une perte de près de 10 sièges. Ainsi, il affirme que cette saisine va leur rendre justice. Concernant le report des élections présidentielle, il estime que si le gouvernement et la CENI le trouvent ainsi, cela n'a pas de problèmes. Il trouve par pourtant qu'une longue période de prolongation donne lieu à des spéculations et demande à ce que la constitution soit respectée dans tous les cas.

- La coalition des indépendants « Amizero y'Abarundi » estime de son côté qu'il n'y a pas eu d'élections reconnues par tous au Burundi. Le président de cette coalition constate tout d'abord que le calendrier électoral n'a pas été mis en place consensuellement comme le sommet des chefs d'Etats de la communauté est-africaine l'avait recommandé. Rwasa Agathon estime par ailleurs que les places attribuées à cette coalition ne sont les siens puis qu'elle n'a pas participé dans lesdites élections. Selon lui, il faut que les élections du 29 juin dernier soient annulées et qu'un scrutin combiné regroupant les législatives, les communales et la présidentielle soit organisé à la date proposée dernièrement par les chefs d'Etas de la communauté est-africaine.

- Pourtant, à côté de ce responsable de la coalition Amizero y'abarundi, une voix s'est élevée ce mercredi pour demander aux élus de cette coalition d'occuper ces places. Selon Ciza Mélance, ces places ont été cherchés et obtenus par les membres de cette coalition et de ce fait, ne peuvent pas être laissés à la merci des spéculateurs.

- La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) assure que le report des élections tel que proposé par les chefs d'Etats de la communauté de l'Afrique de l'Est est techniquement impossible. Le porte-parole de cette commission assure que le travail technique de la CENI est tel qu'il doit respecter la constitution surtout en son article 103 qui énonce quand le nouveau président de la République prête serment. Prosper Ntahorwamiye assure que le temps est très court pour procéder à toutes les opérations prévues ou probables lors des élections si les élections présidentielles se tiennent le 30 juillet. Il assure que dans 26 jours, il sera impossible pour la CENI d'organiser un deuxième tour s'il y en a ainsi que le temps pour la Cour constitutionnelle d'analyser les recours éventuels. Mais, il précise que la politique étant ce qu'elle est, ce que les autorités politiques du pays vont décider sera mise en application par la CENI qui n'est qu'un organe technique.

=====
=====

[CENI] - Nouvelles locales du lundi 13 juillet 2015 @rib News, 13/07/2015 - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a rendu public ce lundi le résultat du dépouillement des candidatures au sénat, la chambre haute du Parlement.

Selon la vice-présidente de cette commission, le parti CNDD-FDD a présenté des candidats dans toutes les 18 provinces du pays, le parti FNL dans 16 provinces, le parti Uprona dans 5 provinces et la coalition COPA dans 9 provinces. Annonciatrice Niyonkuru (photo) a ajouté qu'il n'y a pas eu de candidatures des indépendants.

Elle rappelle également que ce sont les élus communaux qui procéderont au vote séparément d'un Hutu et d'un Tutsi pour chaque province et la CENI procédera à la cooptation de 3 Batwa. Selon elle, le Sénat de la législature 2015-2020 sera composé de 43 membres au total, c'est-à-dire 36 élus, 4 anciens chefs d'Etat ainsi que 3 Batwa cooptés

=====

=====

[CENI] - Nouvelles locales du mercredi 22 juillet 2015 @rib News, 22/07/2015 Les résultats provisoires sont déjà disponibles dans les provinces de Bujumbura mairie où Pierre Nkurunziza a obtenu 43.585 voix suivi de Rwaswa Agathon qui a eu 41.409 voix et où le taux de participation a été de 29,56%. A Bururi, Pierre Nkurunziza a eu 18.120 voix contre 16.246 voix pour Rwaswa Agathon et le taux de participation s'est élevé à 34,79%. A Bujumbura rural, Rwaswa Agathon vient en tête avec 47,43% et Pierre Nkurunziza 43,38% et le taux de participation est de 58,15%. Dans les provinces de Bubanza, Ruyigi, Kirundo, Karusi, Ngozi, Cibitoke, Pierre Nkurunziza vient largement en tête alors que Rwaswa Agathon vient largement en arrière. Le taux de participation varie entre 79 à 97%. Dans toutes les provinces dont les résultats sont déjà connus, les autres candidats viennent largement en arrière avec des scores variant entre 0 et 2%. - Les résultats provisoires de l'élection présidentielle qui s'est tenue ce mardi placent donc le candidat du CNDD-FDD Pierre Nkurunziza en tête au niveau national et Agathon Rwaswa remporte quelques localités. Le président de Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a annoncé aujourd'hui que le taux de participation à l'élection présidentielle d'hier est d'environ 75% et que Pierre Nkurunziza arrive en première place suivi de Rwaswa Agathon. Pierre Claver Ndayicariye dit que sa commission donnera des résultats détaillés plus tard et promet que si le travail continue comme il est fait actuellement, ils seront publiés vendredi après-midi. Il ajoute également que cette commission n'a pas reçu des candidats qui voulaient retirer leurs candidatures à la présidentielle. Selon lui, la procédure doit être politico-légale; ce qui n'a pas été fait.

=====

=====

[CENI] -Nouvelles locales du vendredi 24 juillet 2015 @rib News, 24/07/2015 La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a procédé cet après-midi de vendredi à la proclamation des résultats provisoires de l'élection présidentielle tenue ce mardi. Le président de cette commission a annoncé que le candidat Pierre Nkurunziza du CNDD-FDD a recueilli 69,41% des suffrages exprimés, Rwaswa Agathon de la coalition Amizero y'Abarundi 18,09%, Gérard Nduwayo de l'Uprona 2,14%, Jean Minani du Frodebu Nyakuri 1,03% et Jacques Bigirimana du FNL 1%. Les autres candidats Domitien Ndayizeye de la coalition RANAC, Jean de Dieu Mutabazi de la coalition COPA et Sylvestre Ntibantunganya des indépendants ont eu chacun moins de 1%. Pierre Claver Ndayicariye a précisé aussi que le taux de participation s'est élevé à 73,44% sur une population totale de 2.826.072 personnes qui ont pu se rendre aux urnes. Il a aussi fait savoir que la province de Karusi a été la première à voter pour Nkurunziza avec 84,4% des voix alors que la nouvelle province de Rumonge a été la dernière à voter pour lui avec 37%. La province de Ngozi a été la première quant au taux de participation alors que la mairie de Bujumbura a été la dernière. Il a

terminé cette proclamation par annoncer que la CENI va transmettre ces résultats à la Cour constitutionnelle conformément à la loi puisque c'est elle qui est compétente pour proclamer les résultats définitives.

Signalons que lors de ces cérémonies, il n'y avait aucun représentant des puissances occidentales. Seuls les ambassadeurs de Chine et de Russie étaient présents ainsi que les représentants de certaines organisations de la société civile burundaise en présence aussi du seul candidat Jean de Dieu Mutabazi de la coalition COPA.

=====
=====

[OBR] -Nouvelles locales du vendredi 24 juillet 2015 @rib News, 24/07/2015 Selon les informations recueillies auprès de l'OBR, les exonérations prévues pour cette année 2015 étaient estimées à 18 milliards mais jusque fin juin, les exonérations déjà accordées s'élèvent à 80 milliards soit 444% des prévisions budgétaires pour cette rubrique. Le gros de ces exonérations concerne des facilités aux investisseurs (25.5 milliards de Francs burundais) ; des décisions prises par le gouvernement (29 milliards). Il est difficile de savoir pour qui ces exonérations sont accordées ni pour quelles affaires ! Des équipements du gouvernement certes comme le mobilier pour le nouvel immeuble du ministère des Finances mais des facilités à des commerçants amis du pouvoir ne sont pas exclues d'après des experts dans le domaine. Des équipements de campagne électoraux pour « certains partis politiques » ou des financements extérieurs faits à l'Etat totaliseraient des exonérations de plus de 15 milliards de francs burundais.

=====
=====

[CENI] -Nouvelles locales du jeudi 30 juillet 2015 @rib News, 30/07/2015 - Sans surprise, la Cour constitutionnelle du Burundi vient de valider l'élection présidentielle tenue le 21 juillet courant. Elle annonce en outre que le candidat du parti CNDD-FDD a remporté cette élections sur un score de plus de 69% des suffrages exprimés alors son opposant Rwasagatho, qui n'avait même pas fait campagne, a récolté plus de 18%. Elle confirme ainsi tous les autres paramètres tels que présentés par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), lesquels ont entouré la préparation et la tenue de ce scrutin.

=====
=====

[CENI] Burundi / Présidentielles 2015 : Les matériaux acheminés vers tous les bureaux de vote – CENI

A Bujumbura, ce lundi 20 juillet 2015, M. Prosper NTAHOGWAMIYE, porte-parole de la CENI (Commission Electorale National Indépendante) du Burundi, a indiqué que tout est quasi prêt pour demain. Il ne restera plus qu'à la population à venir répondre massivement à ce scrutin présidentiel.

Les matériels vont être acheminés cette après-midi du lundi 20 juillet 2015 dans tous les bureaux de vote du Burundi (au niveau national). C'est à dire 11 493 centres de vote.

Le Burundi va élire demain, mardi 21 juillet 2015, son Président de manière démocratique, et ce, pour la 3ème fois de manière consécutive depuis 2005, année de la fin de la Dictature militaire des Bahima burundais (Micombero, Bagaza, Buyoya) qui aura duré près de 40 ans, avec à son actif le fameux génocide-régicide contre les Barundi : <http://burundi-agnews.org/genocide.htm> – <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm> – http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm

Le Burundi est le seul pays de la CEPGL (Rwanda, Burundi, et RDC Congo) à réussir cette performance de gouvernance démocratique (3 fois d'affilés) en organisant ses 3èmes élections démocratiques de manière consécutive.

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 20 juillet 2015

=====
=====

[CENI] Burundi/ Présidentielles 2015 : La CENI convoque au scrutin du mardi 21 juillet 2015

A Bujumbura, ce vendredi 17 juillet 2015, dans un communiqué, la Commission Electorale Nationale Indépendante CENI a appelé tous les Burundais en âge de voter, de se rendre aux urnes pour élire leur Président, lors de l'élection présidentielle prévue en date du mardi 21 Juillet 2015.

Les citoyens burundais se présenteront aux urnes munis de leur Carte d'identité ainsi que la carte d'électeur. La CENI appelle les burundais aux urnes, car c'est leur droit reconnu par la Constitution du pays.

Au Burundi, comme l'a rappelé M. Pierre Claver Ndayicariye, Président de la CENI, se présenter aux urnes est un droit et devoir pour tout citoyen burundais ayant l'âge de voter.

DAM, NY, AGNEWS, le vendredi 17 juillet 2015

=====
=====

AOÛT 2015

=====
=====

[CNIDH] - Nouvelles locales du mardi 04 août 2015 @rib News, 04/08/2015 - La Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) a tenu hier après-midi un point presse à Bujumbura. Elle a tenu à condamner les assassinats ciblés de ces dernières semaines commis dans les quartiers Nyakabiga, Ngagara, Cibitoke et Musaga en mairie de Bujumbura et ainsi que dans les communes de Mukike, Mugongomanga et Mutambu en province de Bujumbura. De la même manière, cette commission condamne l'assassinat du Général Adolphe Nshimirimana. Pour l'ensemble de ces crimes, elle demande à la justice de pratiquer des enquêtes impartiales et indépendantes. Sur la question de savoir pourquoi cette commission réagit au lendemain de la mort du général Adolphe, le président de cette commission a répondu qu'elle a toujours dénoncé des crimes commis dans le pays. Jean-Baptiste Baribonekeza a précisé que si cette commission tarde à réagir, c'est qu'elle a mis en place une commission d'enquête mais que tôt ou tard, elle finit toujours par s'exprimer.

=====
=====

[CENI] Burundi / Sénatoriale 2015 : CENI – Résultats provisoires de l'élection des sénateurs du 24/7/2015

A Bujumbura, ce jeudi 30 juillet 2015, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a annoncé les résultats provisoires de l'élection des sénateurs du vendredi 24 juillet 2015.

Conformément à l'article 180 de la Constitution, comme l'a indiqué M. Pierre Claver Ndayicariye, Président de la CENI, le Sénat du Burundi, pour la législature du quinquennat 2015 à 2020, sera composé de 43 sénateurs, avec les anciens présidents et 3 citoyens burundais de l'ethnie TWA qui sont non élus, et 36 sénateurs élus. Parmi les 36 sénateurs élus : 33 sénateurs du CNDD-FDD, 1 sénateur du parti FNL et 2 sénateurs du parti UPRONA. C'est à dire 18 sont de l'ethnie Hutu et 18 autres sont de l'ethnie Tutsi, en respectant aussi le quota du genre (un minimum de 30% de femmes), ainsi on aura 17 femmes et 19 hommes.

Ces 36 Sénateurs élus sont des délégués provinciaux élus par un collège électoral de conseillers communaux élus au Suffrage Universelle Direct (S.U.D) lors de l'élection communale du 29 juin 2015. Il y a eu 1 692 votants sur 2006 inscrits. Le taux de participation a été de 80,34 % pour cette élection sénatoriale au Suffrage Universelle Indirect (S.U.I). La prochaine étape sera la validation par la Cour Constitutionnelle du Burundi.

Le Burundi a été victime, pendant sa période électorale 2015, d'une Révolution de Couleur à la sauce Burkina Faso mais qui a échoué. Cette Révolution de Couleur était organisé par les USA, la France, et la Belgique. Les USA, la FRANCE, et la BELGIQUE ont tenté un changement de régime. Voici quelques articles qui vous permettront de comprendre : Afrique / France: Le mensonge de François Hollande sur le Burundi juillet 4, 2015 [<http://burundi-agnews.org/le-politique/securite/?p=19180>] Burundi / Afrique : Où une – révolution de couleur – a échoué ... juin 19, 2015 [<http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=18679>] Burundi / Géopolitique : La cause première des problèmes du Président Nkurunziza juin 8, 2015 [<http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=18535>].

La Révolution de Couleur a causé plus de 80 victimes burundaises et des milliers de réfugiés burundais. Les USA, la France, et la Belgique ont menti, au reste du monde et même à l'Afrique concernant le Burundi, grâce à la guerre médiatique, pour mener leur guerre géostratégique dans la Région des Grands lacs, face à la menace d'expansion économique que représente les BRICS (Brésil, Russie, Indes, Chine et Afrique du Sud). Face à cette guerre inégale, le Burundi a été abandonné aux prédateurs USA – FRANCE – BELGIQUE par l'Union Africaine UA, en la personne de S.E. Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la Commission de l'UA.

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 3 août 2015

=====
=====

SEPTEMBRE 2015

=====
=====

[FDP] Burundi : Relance du Forum de dialogue – 26 formations politiques sur 39 sont POUR

A Bujumbura, ce mercredi 9 septembre 2015, M. Gaston Sindimwo, vice-président du Burundi, a relancé le Forum permanent de dialogue des partis politiques burundais, avec à ses côtés M. Jérémie Kekenwa, membre du Comité exécutif de ce Forum.

Il s'agit d'une institution qui a été crée avec l'appui des Nations Unis afin de garantir le dialogue politique entre les formations politiques du Burundi. 26 formations politiques sur 39 ont répondu présents à cet appel de l'État pour la relance du dialogue.

Le gouvernement burundais va appuyer financièrement le manque de moyens financiers constitue un obstacle.

Le Burundi, avec cette relance de cette structure de dialogue, souhaite montrer à ses partenaires qu'il reste résolument ouvert au dialogue afin de consolider la paix.
DAM, NY, AGNEWS, le jeudi 10 septembre 2015

=====
=====

[CVR] - Nouvelles locales du mardi 22 septembre 2015 @rib News, 22/09/2015 - Le chargé de la communication au sein de la CVR (Commission Vérité et Réconciliation) a fait savoir que cette commission est en train de faire une planification stratégique pour les 3 années à venir avec l'aide de la coopération allemande. Père Désiré Yamuremye a fait savoir que des ateliers stratégiques pour la communication seront organisés, au mois d'octobre, en collaboration avec une organisation sud-africaine International for Justice and Reconciliation. « Il y a toute une déontologie en la matière à apprendre puisque la communication dans ce domaine n'est pas celle courante. Il y a des gens à écouter attentivement, celles à ne pas blesser, etc. », a-t-il indiqué et que bientôt la CVR va passer à la phase suivante.

Ses activités sont scindées en 2 phases, à savoir la phase préparatoire et celle opératoire. Cette dernière est composée par les dépositions, les investigations, qui sont suivies par les réparations et la réconciliation, la réécriture de l'histoire, et enfin la déposition du rapport final.

L'un des défis du moment concerne l'absence de la loi sur la protection des témoins et victimes qui est en cours d'étude au sein du ministère de la Justice. Il a précisé que les plaidoyers continuent au près dudit ministère pour que cette loi soit mise sur place tout en précisant qu'ils espèrent que d'ici un mois ou un mois et demie, ils auront cette loi sur la protection de témoins. La phase opératoire ne va commencer qu'après la mise en place de cette loi.

=====
=====

[CNDI] Burundi : Création d'une Commission Nationale de Dialogue Inter-burundais – CNDI
A Bujumbura, ce mercredi 23 septembre 2015, S.E. Nkurunziza Pierre, le très populaire président africain du Burundi, a mis sur pied une Commission Nationale de dialogue inter-burundais (CNDI). Elle vient en renfort au Forum de dialogue permanent des partis politiques en y associant la société civile et des individualités.

S.E. le Président Nkurunziza Pierre a signé le décret n°100/34 portant création de la Commission Nationale de Dialogue Interburundais : http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/09/bdi_decret_n100-34_cndi_2015.pdf . La CNDI sera composée de 15 membres, tous de nationalité burundaise et de bonne moralité. Cette commission aura une durée de 6 mois renouvelable.

http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/09/bdi_cndi_2015a.jpg

Le Burundi termine sa période électorale démocratique 2015. Afin de rassembler et d'apaiser les Burundais, entre les vaincus et les victorieux, la mission du CNDI consistera à conduire un processus de dialogue inter-burundais dans tout le pays et à tous les niveaux.

DAM, NY, AGNEWS, le vendredi 25 septembre 2015

=====
=====

[CENI] Burundi/ CENI – Elections 2015 : Il a eu plus de Femmes aux urnes que d'Hommes
A Bujumbura, ce lundi 14 septembre 2015, M. Prosper Ntahorwamiye, porte parole de la CENI – Commission Electorale Nationale Indépendante, lors de l'évaluation du processus électorale avec

les partis politiques du Burundi, a fait remarquer que sur les 3 849 728 inscrits aux dernières élections démocratiques 2015 au Burundi, 1 871 395 (+ 7 793 de la Diaspora) étaient des Hommes et 1 969 525 (+ 1 015 de la Diaspora) des Femmes.

La mise à jour du fichier électoral a été un véritable défi. Ces 3 849 728 inscrits ont voté dans 1 493 bureaux de vote au pays répartis dans 3 485 centres de vote et 41 bureaux de vote à l'étranger (Diaspora).

Au Burundi, les Femmes sont les premières électrices. Ce sont elles qui décident de l'avenir politique Ce pays d'Afrique vient de terminer ses 3èmes élections démocratiques consécutives depuis 2005. Le Burundi est le premier à réussir cette performance de gouvernance dans le Communauté Économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL) (Burundi, Rwanda et RDC Congo). Il s'agit d'un gage de stabilité institutionnelle, point fort pour encourager l'investissement au Burundi.

DAM, NY, AGNEWS, le mercredi 16 septembre 2015

=====
=====

[FDP] Burundi : Le FDP ouvre le dialogue entre les partis politiques burundais

A Bujumbura, ce lundi 14 septembre 2015, M. Jérémie Kekenwa, président du FDP (Forum permanent de dialogue des partis politiques agréés au Burundi) vient de lancer un atelier d'évaluation du contexte sociopolitique actuel avec l'ensemble des partis politiques du pays.

Il s'agit d'un dialogue entre partis politiques sur l'évaluation de tout le processus électoral que vient de connaître le Burundi.

Les présidents des partis politiques membres du forum étaient présents.

Le Forum permanent de dialogue des partis politiques agréés au Burundi est une institution qui a été mise en place avec le concours des Nations Unis (ONU).

DAM, NY, AGNEWS, le mardi 15 septembre 2015

=====
=====

OCTOBRE 2015

=====
=====

[CNDI] Burundi : Les Membres de la Commission Nationale de Dialogue InterBurundais – CNDI
A Bujumbura, ce samedi 17 octobre 2015, S.E. Nkurunziza Pierre, le très populaire président africain du Burundi, a nommé par le décret N°100/46 (2015) [http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/10/bdi_burundi_dialogue_interburundais_2015_decret_46-2.pdf], les Membres de la Commission Nationale de Dialogue Interburundais « CNDI ».

Voici la liste des membres de la CNDI et leur fonction :

Mgr Justin Nzoyisaba (Président)

Monsieur François Nkezabahizi (Vice-Président)

Madame Imelde Sabushimike (Secrétaire)

Membres :

Hon. Félicien Nduwuburundi

Monsieur Gérard Nduwayo

Abbé Pascal Niyonkuru

Monsieur Jacques Ya'coub Nahayo

Ir. Déogratias Nahumuremyi

Madame Anitha Zambda Irakoze
Madame Jeanne Ndimubandi
Monsieur Eric Niragira
Monsieur Aimable Barandagiye
Col. Rémy Sinkazi
OPC1 Carine Jeannette Nzeyimana
Madame Chantal Girukwishaka

En référence au décret N°100/34 (2015) [http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2015/10/bdi_burundi_dialogue_interburundais_2015_decret_34.pdf], cette équipe conduira des réunions, des ateliers, des séminaires au cours desquels les participants mèneront des débats sur les questions sociales, politiques, de consolidations de la paix, de la sécurité, du développement économique, évaluer les accords d'Arusha, la Constitution, et l'Accord global de cessez le feu, la Charte de l'Unité Nationale, etc.

Au Burundi, cette Commission a pour mission principale de conduire le processus de dialogue inter-burundais dans tout le pays et à tous les niveaux.

DAM, NY, AGNEWS, le mardi 20 octobre 2015

=====
=====

DECEMBRE 2015

=====
=====

[CNIDH] Nouvelles locales du vendredi 18 décembre 2015 @rib News, 18/12/2015 - Reprise ce vendredi du procès des auteurs présumés d coup d'état du 13 mai dernier. Les débats se tiennent devant la cour suprême en itinérance de Gitega. L'audition a été remise au 23 courant pour une majorité d'accusés (28 au total). Ces derniers ont demandé à la CNIDH (Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme) de chercher des avocats pour assurer leur défense. Mardi dernier, la cour avait récusé tous les avocats qui ne s'étaient pas présentés, dont trois chargés d'assister le General Cyrille Ndayirukiye. A noter que le Major Nzokira Aloys n'a pas comparu en raison de son état de santé. Le colonel-docteur Daradangwa a dû l'accompagner à l'hôpital. Tous deux comparaitront mercredi prochain avec les autres.

=====
=====

[OTB] - Nouvelles locales du vendredi 18 décembre 2015 @rib News, 18/12/2015 - L'Office du thé du Burundi (OTB) a procédé le mercredi 16 décembre 2015 à une démonstration de la préparation du thé. Cette activité qui rentre dans le cadre de la semaine du thé au Burundi s'est déroulée en présence du directeur général de l'OTB, Jacques Bigirimana. La mauvaise préparation du jus de thé lui fait perdre la qualité. Le jus de thé prévient les cancers de la gorge et de la prostate ainsi que les maladies cardiovasculaires.

Selon les démonstrations de l'ingénieur chargé de la fabrication et de la commercialisation du thé à l'OTB, Thomas Nkeshimana, pour préparer un bon jus de thé, on bouillit l'eau jusqu'à l'ébullition. On met une cuillère à soupe de thé dans une tasse de cette eau bouillie et on couvre la tasse de 2 à 5 minutes. Si on prépare le jus de thé pour plusieurs personnes, on bouillit autant de tasses d'eau que de personnes. Après avoir démis la casserole du braisier, on met autant de cuillères à soupe de thé que de tasses d'eau bouillie et on laisse le récipient couvert pendant 2 à 5 minutes. Il est interdit de conserver le jus de thé car il perd la qualité. Faire du jus de thé dans de l'eau longuement bouillie est défendu. De même, il est également défendu de bouillir de l'eau mêlée de thé dans une casserole encore sur le braisier. La propreté du récipient est aussi exigée.

Dans son allocution, le directeur général de l'OTB, Jacques Bigirimana a informé que des rumeurs selon lesquelles l'OTB exporte le thé de la première qualité et vend dans le pays celui de la dernière qualité sont fausses. Le problème réside au niveau de la préparation de ce dernier. Il a ajouté que le thé du Burundi est un produit naturel et ne contient aucun produit chimique. Il est mal préparé partout dans le pays. Le directeur général de l'OTB a fait savoir que le thé prévient les cancers de la gorge et de la prostate ainsi que les maladies cardiovasculaires. M. Bigirimana a annoncé qu'à partir de 2016, l'OTB va faire des campagnes de sensibilisation, d'explication et de dégustation du thé une fois les 2 mois pour amener les usagers à bien préparer le jus de thé.